

67E ANNIVERSAIRE DU DÉCLENCHEMENT DE LA GUERRE DE LIBÉRATION

TEBBOUNE PRÉSIDE UNE RÉCEPTION AU PALAIS DU PEUPLE

Page 3

LE JEUNE
INDÉPENDANT
N° 7131 – Mardi 2 Novembre 2021
www.jeune-independant.net direction@jeune-independant.net

Education

LE CNAPESTE MAINTIENT SA GRÈVE DE DEUX JOURS

Page 24

ARRÊT DES LIVRAISONS DE GAZ ALGÉRIEN AU MAROC

UN HIVER RUDE ATTEND LE MAKHZEN

Comme attendu, le président de la république, Abdelmadjid Tebboune, a ordonné dimanche 31 octobre 2021 la cessation des relations commerciales entre le groupe pétrolier algérien Sonatrach et l'Office marocain de l'électricité et de l'eau (OMEE) qui se traduit par le non renouvellement de l'accord des exportations du gaz à l'Espagne via le royaume alaouite.
Page 5



RÉVOLUTION ALGÉRIENNE

Une source d'inspiration pour les mouvements de libération

Page 2

HAUSSE DES PRIX DES PRODUITS DE LARGE CONSOMMATION

L'importation comme solution

Page 5

SOTRAZ

9 millions de DA perdus pour une marchandise fantôme

Page 24

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION FONDÉ LE 28 MARS 1990 – ISSN 1111-0115. PRIX : ALGÉRIE 20 DA, FRANCE 1 EURO

RÉVOLUTION ALGÉRIENNE

Une source d'inspiration pour les mouvements de libération

Le rôle et la contribution de l'Algérie dans les luttes menées en Afrique par les mouvements de libération et l'éveil du panafricanisme a été au cœur du débat, et ce lors d'une conférence-débat organisée hier par le ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger.



L'ancien président du Mozambique, Joaquim Alberto Chissano, a insisté pour rendre hommage aux Algériens et aux héros de la guerre de libération auxquels, a-t-il dit, les Africains sont reconnaissants.

Pour M. Chissano, «ces combattants de la liberté» ont montré à l'Afrique la voie à suivre pour se libérer du colonialisme et de l'apartheid, et leurs sacrifices ont été faits pour le salut de tout le continent. Il a souligné que la contribution de l'Algérie dans l'éveil des peuples africains est inestimable.

En mettant en exergue le soutien politique, diplomatique, financier et militaire qu'a apporté l'Algérie durant la période de la lutte armée et après l'indépendance de ces pays, M. Chissano a tenu à rappeler que l'Algérie avait tendu ses bras à tous les mouvements de libération en Afrique et ailleurs.

Le président Chissano a estimé qu'actuellement, l'Afrique est marginalisée et elle doit s'appuyer sur ses propres moyens pour changer cette situation. «Nous ne sommes pas des pays pauvres, mais des pays appauvris», a-t-il souligné.

Pour sa part, l'ancien ministre d'Etat sénégalais, Abdoulay Bathily, a indiqué que la lutte exemplaire du peuple algérien, menant à une défaite colossale du colonialisme, a nourri la vie militante de la majorité des Africains. Il a également signalé que le déclenchement de la révolution algérienne en novembre 1954 a constitué un élément clé dans l'enchaînement d'un processus d'éveil, de prise de conscience et de lutte contre toute forme de colonialisme et, notamment, de ségrégation.

L'Algérie était «le quartier général des luttes de libération du continent et pour les partisans d'une indépendance réelle», a affirmé M. Bathily, mettant en avant l'important rôle qu'a joué l'Algérie dans l'émancipation des pays africains, et ce même après son indépendance. L'intervenant a également souligné que la lutte de l'Algérie pour un nouvel ordre économique mondial, pour un nouvel ordre de l'information et de la communication, pour le mouvement des non-alignés, pour la création de l'organisation africaine font qu'elle soit naturellement le «chef de file».

Dans ce sens, il a ajouté que l'Afrique, qui fait face aujourd'hui à des défis majeurs sur les plans politique, économique ou encore sécuritaire, a encore besoin de l'Algérie et de l'expérience de ces cadres.

«J'entends dire aujourd'hui que c'est le temps de l'Afrique», a-t-il dit, avant de s'interroger : «Le temps de l'Afrique pour qui ? Nous sommes (les responsables, ndlr) convoqués à Paris, à Londres et çà et là pour nous dire avec qui nous devons être amis ou non, comme si l'Africain n'a pas le droit ou la capacité d'établir ses propres relations avec les autres pays.»

En s'appuyant sur le cas libyen et ses conséquences désastreuses sur les pays du voisinage, M. Bathily a estimé que les interventions étrangères contribuent à la déstabilisation et à la dislocation de l'Afrique.

De son côté, Abdelmadjid Chikhi, conseiller à la présidence chargé des archives et de la mémoire nationale, a affirmé que depuis le début du mouvement national, l'Algérie a toujours défendu l'unité arabe et africaine.

M. Chikhi a rappelé les efforts de l'Algérie en faveur du continent, sans pour autant demander de contrepartie, soulignant l'importance d'engager une réflexion sur la pensée de la communauté française chère à De Gaulle, qui est encore de mise aujourd'hui.

Quant à Abdelaziz Medjahed, le directeur de l'Institut national des études stratégiques globales, il a indiqué que le 1er novembre 1954, «qui a marqué le début de la fin», n'est pas un événement isolé. Il s'inscrit dans la continuité du mouvement de libération nationale contre la colonisation française.

Le directeur de l'INESG a également mis l'accent sur le rôle primordial de l'Organisation spéciale (OS) dans la préparation et l'accélération du déclenchement de la guerre de libération.

M. Medjahed a notamment demandé que la mémoire de ceux qui ont sacrifié leur vie pour l'indépendance de ce pays soit défendue.

Mohamed Mecelti

1ER NOVEMBRE 1954

De clos Salembier à Ighil Imoula

SI LE REGRETTÉ Mostefa Lacheraf était encore de ce monde, il se serait fait un plaisir de remettre au goût du jour «Des noms et des lieux - Mémoire d'une Algérie oubliée» et de le remettre en perspective (Casbah éditions).

À huit mois du 60e anniversaire de l'indépendance, l'auteur d'»Algérie nation et société» aurait été ravi de revisiter les noms et les lieux qui avaient inspiré un pan important de sa réflexion. 67e anniversaire du déclenchement de la Révolution oblige, le dirigeant du mouvement national, le ministre de l'Éducation nationale (avril 1977-décembre 1978) avait mis en exergue quatre lieux, témoins — pour la postérité — d'autant de noms.

Du Clos-Salembier/El Madania à Ighil-Imoula en passant par la Pointe-Pescade/Raïs-Hamidou et Bab-El-Oued, Mustapha Lacheraf aurait fait valoir — à grands traits — un itinéraire marquant qui a mis le 1er novembre en ordre de marche. Ce parcours, qui appartient désormais à l'Histoire, est le témoin d'un marathon pas comme les autres, une course contre la montre qui, le temps de quatre petits mois, a mis la Révolution sur orbite.

Au commencement de ce parcours, le Clos-Salembier à deux pâtés de maisons du poète «melhoun» de la Révolution : Mohamed El Badji, le portraitiste de Boualem Rahal, alias El Moknine Ezzine, le plus jeune guillotiné de Serkadji et du temps colonial. Le 25 juin 1954, sur une idée de Didouche Mourad, le CRUA fonce, déterminé, vers la rupture révolutionnaire avec le fait colonial. «22» cadres du CRUA — pour la quasi-totalité activistes de l'OS (Organisation spéciale) — tiennent conclave au domicile de Lies Derriche. Si le CRUA avait convenu de la réunion, c'est Didouche qui, en oulid el houma — a soufflé le nom de Derriche. L'idée du passage à l'acte est quasiment adjugée. Ni la crise du PPA-MTLD, ni les hésitations de certains activistes — désireux d'accorder un laps de réflexion à Messali — ne semblent avoir d'effets sur les «22» du Clos-Salembier. Plus rien ne sera comme avant. Tel est le refrain qui, à l'aube de l'été 1954, animent les «architectes de la Révolution» pour reprendre le titre du livre de Aissa Kechida.

Les «22» prennent date avec quelque chose qui n'a pas encore totalement muri. Il le sera le 23 octobre 1954 dans la maison des frères Boukhechoura. Ça sera à la Pointe-Pescade/Rais Hamidou. C'est la deuxième étape : la plus cruciale et là plus décisive. À l'abri des regards, six hommes s'y retrouvent pour décider du passage à l'acte et décider du mode opératoire : fixer le jour «J», l'heure «H», arrêter la carte définitive de la Révolution — les 6 zones —, designer leurs chefs et rédiger le texte fondateur de la Révolution, plus connu sous l'appellation générique «d'appel du 1er novembre». Au moment de lever la séance, Larbi Ben M'hidi, Mustapha Ben Boulaïd, Rabah Bitat, Mohamed Boudiaf, Belkacem Krim et Didouche Mourad se saluent avec le sentiment du devoir accompli. Tout ce qui était assigné au conclave de la Pointe-Pescade a été décidé.

À l'heure de s'éclipser de la maison des frères Boukechoura, les «6» conviennent d'un ultime acte à l'allure d'idée un peu folle. Sur le chemin vers Alger et ses portes vers des destinations diverses, les «Six» passent par l'avenue de la Marne dans le secteur le plus sécurisé de Bab-El-Oued à un ilot de la caserne Pelessier (actuel siège de la DGSN). Les «6» s'engouffrent à l'intérieur d'un studio photo et posent pour le photographe qui ignore tous des motivations visuelles de ce groupe. Boudiaf et ses compagnons en sortent avec un cliché à la portée historique incontestable : ça sera le cliché fondateur de la Révolution. C'est l'étape 3 du parcours de la Révolution.

Épilogue de cette course contre la montre : le village d'Ighil Imoula. C'est là, sous la supervision, entre autres, de Ali Zamoum que le texte fondateur de la Révolution est ronéotypé et imprimé en une multitude d'exemplaires pour être acheminés aux quatre coins du pays et distribués. C'est l'étape 4. La Révolution est en marche, bien en marche. Le 1er novembre 1954, les Algériens, se réveillent sur fond d'accents inédits : «Vous vous qui êtes appelés à nous juger».

Raouf. S

67E ANNIVERSAIRE DU DÉCLENCHEMENT DE LA GUERRE DE LIBÉRATION

Message du président de la République

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune a adressé, dimanche, un message à l'occasion de la célébration du 67ème anniversaire du déclenchement de la Révolution du 1er Novembre 1954.



«AU NOM D'ALLAH, LE CLÉMENT, LE MISÉRICORDIEUX, PAIX ET BÉNÉDICTIONS SUR SON VERTUEUX MESSAGER,

Chères concitoyennes, chers concitoyens,
Nous célébrons, ce lundi, le 67ème anniversaire du déclenchement de la Glorieuse Révolution. Le 1er novembre réinsuffle en nous, encore une fois, la fidélité aux martyrs et l'honneur d'appartenir à cette terre bénie, décidée, au fil du temps, de ne vivre que libre et debout.
Le 1er Novembre nous rappelle, de nouveau, cette étincelle qui a illuminé la patrie de feu et d'éclair ... un feu brûlant pour les imposteurs assaillants, et un éclair étendu dans les montagnes, les ravins et les maquis, gratifiant, grâce à la volonté d'Allah, les compagnies des révolutionnaires vaillants s'empressant à l'appel de la gloire, de la liberté et de la dignité.
Cet appel sacré de référence, préservé dans nos cœurs, rempart de notre unité nationale et source d'inspiration à laquelle s'est abreuvé le peuple algérien pour nourrir le génie de surpasser les tragédies, de se serrer les rangs et de s'ériger en un mur d'appui national.
Gratifiée par Allah, l'Algérie a vu retentir l'écho de sa lutte armée contre le colonialisme partout dans le monde, lorsque des caravanes de chouhada vaillants, armés de leur foi en la victoire et déterminés à promouvoir la vérité, ont foulé la terreur que la France coloniale a pu mobiliser par la force des armes, l'horreur des génocides, les formes de tortures et les crimes de la terre brûlée les plus atroces dans l'histoire de l'humanité.
Animée par la foi et la détermination, la justice de la cause était plus forte qu'une armée coloniale revêtue d'armature, ébranlée dans sa doctrine et férue des hostilités infernales face à «un peuple libre et résolu de le rester».
Chère concitoyennes, chers concitoyens,
La portée de Novembre, source de fierté et de dignité du peuple, est telle qu'on ne saurait le limiter à la célébration de manifestations monotones. Les sacrifices des chouhada et moudjahidine et les souffrances endurées par le peuple sous l'hégémonie d'un colonialisme inique doivent être une source d'inspiration à la hauteur de la grandeur de l'épopée de la Guerre de libération bénie. Il convient, donc, d'exploiter les moyens mis à la disposition des institutions et organismes concernés et de les orienter vers la promotion et la valorisation de notre legs historique contemporain, de manière persuasive et attractive pour les générations montantes.
J'invite les institutions en charge de l'histoire du mouvement national et de la Guerre de libération à élaborer des approches et des programmes aux thèmes et délais fixés et à archiver, au plus tôt, la matière historique, en recourant à la numérisation, à garantir les conditions favorables aux chercheurs et créateurs dans diverses disciplines pour mettre en avant la réalité des durs combats et des lourds sacrifices, à travers des oeuvres d'art singulières et des créations qui s'élèvent à la hauteur des sacrifices et des nobles objectifs de la Révolution de Novembre 1954.
Il est donc impératif de combler le vide par des réalisations innovantes, qui viendront s'ajouter aux rares œuvres dans le domaine de l'industrie cinématographique et de la production télévisuelle et radiophonique et aux œuvres littéraires et artistiques remarquables qui n'ont reflété qu'une infime partie de l'histoire du parcours militant national et de la lutte armée du peuple algérien qui garde dans chaque village, chaque hameau et chaque cité de nos villes des évènements et des faits qui témoignent d'une Glorieuse révolution qui demeurera à jamais ancrée dans la conscience de l'Humanité mais aussi dans l'identité et la mémoire de la Nation pour dessiner aux Algériennes et Algériens la ligne de loyauté envers l'histoire et la mémoire. Chères concitoyennes, chers concitoyens,
Depuis moins de deux ans, les constantes de l'Etat étaient au bord de l'effondrement. Mais, Dieu merci, notre vaillant peuple pressentant le danger imminent a mené, se basant sur le référent novembriste et le serment des chouhada, un Hirak béni qui a ébloui le monde, et ce par jalousie de l'Algérie et des constantes de son Etat. Fidèles à cet élan populaire authentique et à nos engagements envers notre vaillant peuple, nous réitérons notre attachement à atteindre les objectifs découlant de sa volonté suprême, en dépit des velléités des auteurs de la propagande et des parties aux allégeances suspectes.
Forte de son peuple, de son armée et de ses institutions constitutionnelles, l'Algérie s'est lancée vers les perspectives tracées lors du déclenchement de la lutte armée par nos martyrs et nos combattants courageux, auteurs de l'épopée du 1er novembre 1954 ... Ce sont, en effet, les perspectives d'édification des institutions de l'Etat sur des bases solides, loin des soupçons et des insuffisances.
Nous serons, bientôt, si Dieu le veut, le 27 novembre, au rendez-vous avec les élections des Assemblées populaires communales (APC) et de wilayas (APW), pour affirmer notre volonté forte et ferme de protéger la liberté du choix souverain des citoyens et citoyennes et de lutter contre toutes formes de domination de l'argent et d'influence visant à influer sur l'intégrité et la crédibilité du processus électoral.
Parallèlement à ce processus vital d'adaptation du nouvel édifice institutionnel et des instances nationales aux dispositions de la Constitution et de création d'autres instances dictée par les mutations sociales, le Gouvernement se lancera avec un rythme soutenu dans la mise en œuvre de la stratégie de relance économique et de prise en charge des volets sociaux avec l'efficacité et l'efficience requises...Nous aurons ainsi, grâce à la mobilisation des Algériennes et des Algériens et comptant avec les moyens disponibles, pu remettre à court terme le pays sur la voie empruntée par nos chouhada et moudjahidine par fidélité à leur legs et serment.
Je demeure pleinement convaincu que les espoirs placés par notre vaillant peuple dans le processus d'édification nationale que nous conduisons en toute sincérité et fermeté, seront un e réalité dans la vie des enfants de l'Algérie, héritiers des glorieux chouhada et braves moudjahidine. Vive l'Algérie libre et souveraine Gloire à nos martyrs.»

Tebboune préside une réception au Palais du peuple

LE PRÉSIDENT de la République, Abdelmadjid Tebboune a présidé, lundi au Palais du peuple à Alger, une réception, à l'occasion du 67ème anniversaire du déclenchement de la Révolution du 1e Novembre 1954.
Des délégations représentant des pays africains et arabes frères ont été conviées à cette réception qui s'est déroulée en présence du président du Conseil de la nation Salah Goudjil, du président de l'Assemblée populaire nationale (APN), Brahim Boughali, du Premier ministre, ministre des Finances, Aïmene Benabderrahmane, du président du Conseil constitutionnel, Kamel Fenniche et du chef d'état major de l'Armée nationale populaire (ANP), le général de corps d'armée Saïd Chanegriha.
Lors de cette cérémonie, M. Tebboune a reçu les vœux de hauts responsables de l`Etat, de membres du Gouvernement et d'officiers supérieurs de l'Armée nationale populaire (ANP).
Il a également reçu les vœux de personnalités nationales et historiques, de moudjahidine et moudjahidate, de représentants de partis politiques, de la société civile, ainsi que des membres du corps diplomatique accrédité à Alger.
Par ailleurs, le chef de l'Etat s'est recueilli, au sanctuaire des martyrs (Maqam Echahid) à Alger, à la mémoire des martyrs de la Glorieuse guerre de libération nationale, à l'occasion de la commémoration du 67e anniversaire de son déclenchement.
Après avoir passé en revue une formation de la Garde républicaine qui lui a rendu les honneurs, le Président Tebboune a déposé une gerbe de fleurs devant la stèle commémorative et lu la Fatiha du Saint Coran à la mémoiredes martyrs de la Révolution.
Etaient présents, les présidents du Conseil de la nation, Salah Goudjil et de l'Assemblée populaire nationale (APN), Brahim Boughali, le Premier ministre, ministre des Finances, Aïmene Benabderrahmane, le président du Conseil constitutionnel, Kamel Fenniche et le chef d'état-major de l`Armée nationale populaire (ANP), le général de corps d'armée, Saïd Chanegriha, ainsi que des membres du Gouvernement.

M. D.



1er NOVEMBRE 1954

Les renseignements français pris de court

EN 2004, notre collaborateur S. Raouf avait interviewé l'historien Jean-Charles Jauffret, professeur à Aix-en-Provence et spécialiste des questions militaires de la guerre d'Algérie. L'entretien était centré sur la manière dont les services de sécurité avaient accueilli la déflagration du 1er novembre. S Raouf a retrouvé dans ses archives cet entretien. Verbatim :

«Aucun des services de renseignement français ne s'attendait à un mouvement de grande ampleur, mais à des troubles à partir de la fin de l'été 54. Il est plus difficile en temps de paix de faire prendre en considération un renseignement que de l'acquérir.

Les Cassandre du renseignement se heurtent à un axiome depuis la très sévère répression de mai-juin 1945 à Sétif et le Constantinois : l'ordre règne en Algérie et les politiques ne veulent rien entendre. A deux reprises en mai et septembre 1954, le Service des liaisons nord-africaines (SNLA), dirigé par le colonel Schoen, tente d'alerter le gouverneur général, Roger Léonard, mais son information n'est pas prise en considération.

Les autres services, sous les ordres du préfet Jean Vaujour, chef de la Sécurité générale d'Alger, avaient choisi de pénétrer les réseaux nationalistes jusqu'à ceux des fabricants de bombes à Alger (...) Le CRUA est un secret de Polichinelle à partir de mai 54. Le premier service à l'avoir identifié est le SNLA. En mai, le colonel Schoen est capable de «cibler» trois des premiers chefs historiques. Il donne l'identité précise et la «couverture» de Ahmed Mashas et Mohammed Boudiaf, mais ne sait pas encore (...) qui se cache derrière «Maroc».

De son côté, le commissaire Costes, chef des Renseignements généraux en Algérie, est convaincu que Ben Boulaïd parviendra à convaincre Krim Belkacem de rejoindre le CRUA. Le préfet Jean Vaujour sait, de son côté, qu'une très importante réunion s'est tenue à Alger, rue Mulhouse, le 9 mai, au lendemain de Dien-Bien-Phu et que les hommes de Krim et de Ouamrane sont sur le point de rallier ce CRUA, qui, pour l'instant semble minoritaire et dissident dans la famille de l'ex PPA. Le CRUA, dit «troisième tendance» par les SR qui étudient le milieu nationaliste, est tenu pour être très «radical» dans ses buts. En juillet, le SNLA perçoit la rupture définitive entre les différentes tendances PPA/MTLD après le Congrès d'Hornu. Fait nouveau, le Deuxième bureau envisage l'éventualité d'une action directe du CRUA. Mais la réunion du Clos Salembier, celle des «Vingt-deux», le 25 juillet est ignorée».

Raouf S.

CÉLÉBRATION EN COULEUR À CONSTANTINE

Plus de 700 coureurs issus des trois paliers de l'enseignement national ont pris part ce lundi à un marathon organisé à l'occasion de la célébration du déclenchement de la révolution du 1er novembre 1954. Le coup d'envoi a été donné en marge de la manifestation riche en couleurs entamée par le dépôt de gerbe de fleurs au cimetière des martyrs par le wali de la capitale de l'Est en présence des autorités civiles et militaires.



La veille, le chef de l'exécutif a pris part à la levée des couleurs sous l'hymne nationale, événement tenu au niveau de la place du 1er Mai en plein centre de la ville de Constantine. Une minute de silence a également été observée par l'assistance.

Plusieurs personnalités dont des moudjahidine et des gardes communaux ont été honorés à l'occasion au niveau du théâtre régional de Constantine où a été organisé le cérémonial célébrant l'évènement. Une représentation théâtrale intitulée «abtal el karama» (les héros de la dignité), relatant les différents combats vaillamment menés contre les envahisseurs des siècles durant par le peuple algérien.

Par ailleurs, une parade militaire a été tenue au niveau de l'esplanade de la maison de la culture Malek Hadad.

Plusieurs djounoud en rangs serrés ont défilé devant les autorités civiles et militaires de la wilaya en présence de citoyens. Intitulé «Amdjad ala khouta el adjdad» (Glorieux soldats sur les traces de leurs aïeux), cette revue militaire a été organisée en marge d'une exposition historique sur l'évènement. Tenue au niveau du hall de la structure culturelle, l'expo relate par la photo et l'écrit les péripéties et plusieurs pans épisodiques de l'histoire du combat des moudjahidines et leurs compagnons chouhada pour le recouvrement de l'indépendance et partant celui de l'identité nationale confisquée durant plus de 130 ans de joug colonial français.

A la ville nouvelle Ali Mendjli, les autistes locales civiles et militaires ont de leur côté également pris part le 31 octobre à minuit à la cérémonie de levée de drapeau sous l'intonation de l'hymne national quelque seconde avant le coup de feu tiré par des djounoud, synonyme du déclenchement le même jour en l'an 1954 de l'insurrection révolutionnaire contre l''ennemi

L'occasion a aussi été donnée aux autorités de la wilaya de procéder à une vaste opération de distribution de logements de différentes formules, dont des logements sociaux locatifs, des logements promotionnels aidés (LPA), des logements sociaux participatifs (LSP) ou encore des logements Opgi. Ainsi, le rendez-vous a permis à 2873 familles de prendre possession des clés de leurs nouveaux logements. La cérémonie présidée par le chef de l'exécutif a été rehaussée par plusieurs personnalités civiles et militaires, dont des députés et des membres de la famille révolutionnaire.

Le rendez-vous a aussi permis à de jeunes bénéficiaires de locaux commerciaux de prendre possession de leur bien ou à de jeunes fonctionnaires sous contrat pré-emploi de recevoir des attestations d'insertion.

Amine B.

BEJAIA

Distribution d'équipements et raccordement au gaz naturel

LA COMMÉMORATION du 67e anniversaire du déclenchement de la guerre de libération nationale a été marquée cette année à Béjaïa par l'inauguration de plusieurs infrastructures, la distribution d'équipements médicaux et la mise en service des réseaux de distribution et de raccordement au gaz de ville. C'est ainsi qu'une vaste opération de raccordement au gaz naturel a touché plusieurs centaines de foyers dont 1161 foyers à El Flaye, 956 à Tamokra, 424 à Draa El-Gaïd, et 374 au village à Takorabt, commune d'Ighil-Ali dans la haute Soummam. La mise en service du réseau de distribution du gaz aux foyers issus de ces zones déshéritées a été effectuée par le wali M. Kamel Eddine Karbouche qui conduisait une forte délégation de wilaya lors de ces sorties vers ces localités. Une grande liesse populaire a accompagné la mise en service de ces réseaux. Aussi, plus 800 autres foyers ont bénéficié du gaz de ville dans la commune d'Akbou lors d'une mise en service du réseau de distribution effectué aussi par le premier responsable de la wilaya.

Toujours à l'occasion de la commémoration du 67ème anniversaire du déclenchement de la révolution, des fauteuils roulants et du matériel ont été distribués aux Moudjahidins et ayant droits souffrant de d'handicaps. Une cérémonie a été initiée à cet effet wali en présence du P/APW et des responsables de l'organisation nationale des Moudjahidins et des parlementaires.

Au cours de la même occasion, le premier responsable de la wilaya a procédé, en compagnie de plusieurs responsables dont le P/PW à l'inauguration du nouveau centre de transfusion sanguine et la polyclinique réalisés à Sidi-Ali Labher, commune de Béjaïa.

Une caravane de solidarité a, aussi, été organisée à l'occasion en faveur des habitants des municipalités d'El-Flaye, Tamokra et Tinebdar. Du matériel électroménagers et articles de literies ont été distribués aux familles démunies issues de ces localités déshéritées situé dans des zones montagneuses comme il a été organisé une autre caravane de solidarité consistant en un bon nombre de livres de divers thèmes a été organisée par la direction de la culture et des Arts en faveur des enfants des communes et localités touchées par les incendies du mois d'août dernier.

Notons que la journée de samedi dernier a été masquée par la réinhumation des ossements de huit (08) Martyres dans cimetière réalisé nouvellement dans la municipalité de Tibane. Par ailleurs, plusieurs communes ont bénéficié de matériel médical dont des ambulances à l'occasion de la commémoration du 1er novembre. Pas moins de onze (11) communes ont été dotées de camions bennes-tasseuses pour la collecte des ordures ménagères. Il s'agit des municipalités de Barbacha, Darguina, Kherrata, Aït Smaïl, Oued-Ghir, Ouzellaguen, Akfadou, Tinebdar, Kendira, Béni K'sila et Tifra.

Ces équipements ont acquis dans le cadre du budget de wilaya. Cette répartition s'ajoute aux vingt (20) communes déjà bénéficiaires de ces engins dans le même programme dont Béni Djelil, Aït R'Zine-Bouhamza, El-Flay-Fenaia, Ighil-Ali, Ighram, M'cisna, Melbou, Sedouk-Semaoun, Sidi-Ayad, Souk El-Tenine, Souk Oufella, Tamokra, Tazmalt-Tibane,Tichy, Timezrit et Toudja. Ce sont au total trente et un (31) camions qui ont été distribués dans cette opération qui devrait toucher d'autres communes à l'avenir. Cinq (05) camions chasse neige acquis dans le cadre du sur FCCL et le budget de wilaya ont été distribués au profit des communes d'Aït Smaïl, Adekar, Kendira, Chellata et en faveur de la subdivision des travaux public d'Ighil-Ali.

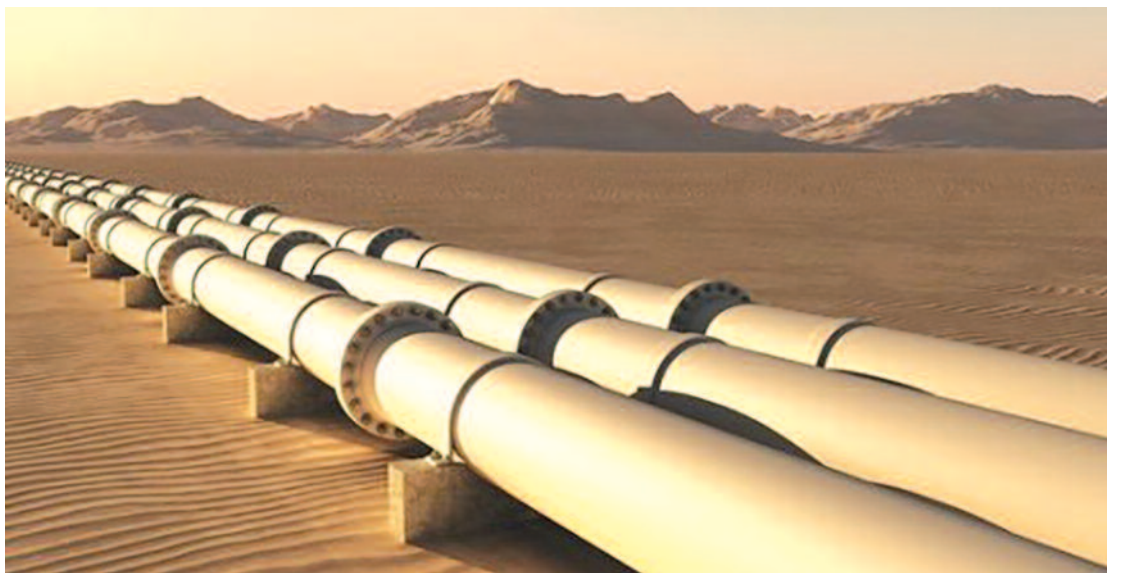
Des communes situées en montagne soit, dans des zones enclavées. En outre, 07 ambulances médicalisées ont été distribués au centre de santé de proximité (EPSP) plusieurs communes, en l'occurrence CEUX DE Cheminé, Bouhamza, Semoun (Sidi Aïch), Hamam Silal (Tifra), Adjiouene (Draâ El-Gaïd), Souk El-Tennine et Tazmalt.

N. Bensalem

ARRÊT DES LIVRAISONS DE GAZ ALGÉRIEN AU MAROC

Un hiver rude attend le Makhzen

Comme attendu, le président de la république, Abdelmadjid Tebboune, a ordonné dimanche 31 octobre 2021 la cessation des relations commerciales entre le groupe pétrolier algérien Sonatrach et l'Office marocain de l'électricité et de l'eau (OMEE) qui se traduit par le non renouvellement de l'accord des exportations du gaz à l'Espagne via le royaume alaouite.



Le contrat auquel fait référence le chef de l'Etat a été signé fin juillet 2011 et stipulait alors la vente de 640 millions de m3 de gaz naturel annuellement au Maroc sur une période de dix ans. Ces quantités ont été exportées via le GME (gazoduc Maghreb Europe). Les 640 millions de m3 s'ajoutaient aussi aux quantités de gaz naturel dont bénéficiait le Maroc en échange du transit, sur son sol, du gaz naturel exporté vers l'Espagne et le Portugal via le GME. Ainsi, à partir de ce 1er novembre 2021, aucun mètre cube de gaz algérien ne transitera par le Maroc, à travers le GME. En 2019, soit un an avant l'effondrement de l'économie mondiale suite à la pandémie du covid-19, le Maroc avait importé un peu plus de un milliards de mètre cubes de gaz naturel algérien. Ces quantités ont été fournies en contrepartie des redevances GME et en vente contractuel.

Cependant, suite aux décisions prises par le gouvernement algérien, le makhzen se retrouve, désormais, contraint d'acheter au moins un milliard de m3 de gaz naturel ailleurs qu'en Algérie à partir de ce 1er novembre.

Les besoins du marché marocain en gaz naturel en 2025 sont estimés à 1,1 milliard de mètres cubes dont 0,6 milliard pour l'industrie. Or, le Maroc ne dispose pas d'infrastructures de regazéification pour pouvoir importer directement du GNL (gaz naturel liquéfié). Le projet de construction d'une unité de regazéification lancé par Rabat est toujours au stade de l'avis d'appel d'offre international. Le 23 mars 2021, le ministère de l'Energie marocain avait lancé un appel à manifestation d'intérêt pour la construction et l'exploitation d'une unité flottante, de stockage et de regazéification du gaz naturel liquéfié (FSRU). Le 15 octobre dernier, le ministère vient d'annoncer une prolongation de la durée de l'appel d'offres faute de soumissionnaires.

Pour remédier au déficit en énergie auquel il est exposé, le makhzen explore la possibilité d'importer du GNL, de le transformer en gaz dans les installations en Espagne et ensuite l'acheminer vers le Maroc via le GME. Mais cette solution serait très couteuse, selon des experts car sur le marché spot (libre) du GNL, les prix sont trois fois supérieurs au gaz naturel exporté par gazoduc. En plus, il faudrait rajouter les coûts de regazéification à payer aux usines espagnoles.

Cette option serait difficilement envisageable mais le makhzen est dans l'obligation de trouver quelque 1000 MW de puissance électrique produite à partir du gaz naturel pour ne pas sombrer cet hiver dans une grave crise énergétique.

Il lui reste alors une autre option, celle d'acheter de l'électricité à partir d'Espagne. Les deux pays ont une interconnexion électrique sous-marine.

Toutefois, cette seconde variante serait elle aussi budgétivore que le GNL compte tenu du fait que les prix de l'électricité ont quintuplé en Europe. En parallèle, l'Espagne négocie l'achat de quantités supplémentaires de gaz algérien pour faire faire à la demande croissante en hiver.

Auparavant, l'office marocain de l'électricité et de l'eau s'adressait à Sonelgaz pour importer de l'électricité pour combler ses besoins. Ce qui n'est plus possible désormais en raison des directives du Président algérien de ne plus renouveler les contrats commerciaux avec les entreprises marocaines.

En tout état de cause, si au Maroc on se focalise sur le gaz naturel, c'est pour bien occulter d'autres difficultés qui risqueraient fort de s'aggraver dans le cas où l'hiver sera rude notamment pour ce qui est du charbon.

Plus de 67% de l'électricité du Maroc est produite à partir du charbon. Le pays importe annuellement plus de 8,5 millions de tonnes de charbon pour produire de l'électricité. Depuis le début de l'année 2021, le prix d'une tonne de charbon a triplé passant de 50 dollars en 2020 à plus de 140 dollars actuellement sur le marché australien. Cela d'autant qu'il est de plus en plus difficile de trouver ce combustible sur le marché international en raison d'une très forte demande en Chine. Le makhzen ne peut pas se permettre le luxe de ne pas trouver le millier de MW qui va manquer en raison de l'arrêt des approvisionnements en gaz naturel depuis l'Algérie. Le fonds monétaire international (FMI) a indiqué dans un rapport le 21 octobre dernier que l'envolée des prix du gaz naturel a des répercussions sur les marchés mondiaux de l'énergie ainsi que sur d'autres secteurs économiques, depuis la production industrielle jusqu'à la distribution de services. Ces hausses vont conduire à une grogne sociale au Royaume dont la population est fortement accablée par la hausse des prix et le chômage notamment dans les provinces orientales qui vivaient du commerce frontalier avec l'Algérie.

Au Maroc, le prix de l'électricité coûte déjà trois plus chère qu'en Algérie . Ces derniers mois, des dizaines de milliers de marocains ont protestés contre la forte hausse des factures d'électricité. En attendant un hiver qui risquerait fort d'être rude pour la majorité des marocains, le déficit commerciale de ce pays affiche déjà plus de 15 milliards de dollars à la fin du mois d'août passé.

Reda C.

HAUSSE DES PRIX DES PRODUITS DE LARGE CONSOMMATION

L'importation comme solution

POUR faire face à la flambée des prix de plusieurs produits, qui met à rude épreuve le pouvoir d'achat des Algériens, le marché sera prochainement «inondé» par ces produits qui seront issus de l'importation.

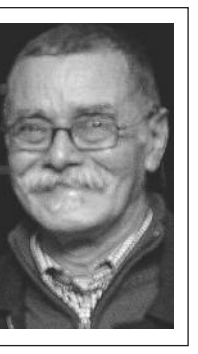
Le président de la République, Abdemadjid Tebboune, a en effet autorisé le recours à l'importation, à titre exceptionnel, pour lutter contre la flambée des produits de base. Il a instruit le gouvernement à l'effet de résoudre les préoccupations des citoyens et lutter contre cette augmentation des prix, même en recourant à l'importation, à titre «urgent et exceptionnel», le but étant d'inonder le marché des produits qui font l'objet de spéculation. Présidant une réunion du Conseil des ministres, avant-hier, le Président a instruit le gouvernement de s'intéresser davantage aux questions liées aux préoccupations des citoyens, et ce à travers plusieurs mesures, dont le règlement immédiat des préoccupations des citoyens concernant les secteurs du commerce et de l'agriculture et la lutte contre la flambée des prix. L'objectif du recours à l'importation «à titre urgent et exceptionnel» est de «préserver le pouvoir d'achat et inonder le marché des produits qui font l'objet de spéculation, particulièrement les produits de large consommation et les viandes blanches». En effet, les prix de plusieurs produits alimentaires connaissent une augmentation inédite qui dure depuis des mois, et les tentatives de réguler le marché, notamment par la lutte contre la spéculation, sont restées vaines. L'exemple type est celui de la pomme de terre dont le prix reste très élevé, et ce en dépit des différentes opérations de déstockage et de la saisie d'importantes quantités de ce produit agricole très consommé par les ménages algériens.

Les pouvoirs publics, dans le souci de préserver le pouvoir d'achat des Algériens en permanente érosion, dont les signaux sont d'ailleurs envoyés par plusieurs organisations syndicales qui dénoncent la détérioration du pouvoir d'achat, agissent ainsi dans l'urgence à travers l'autorisation d'importation de ces produits de large consommation. Le professeur d'économie, Brahim Guendouzi a estimé que cette décision répond à une urgence. Selon lui, c'est une pression inflationniste qui se manifeste et elle va durer dans le temps. «Elle a pris au dépourvu les pouvoirs publics. Ils ne s'attendaient pas à une hausse des prix aussi importante et durable dans le temps», a précisé M. Guendouzi qui a affirmé qu'»habituellement, on fait face à des hausses de prix qui s'atténue, mais cette fois-ci, et depuis le mois de ramadhan, les prix ne cessent d'augmenter et ça touche un grand nombre de produits». Selon lui, ces augmentations vont encore durer dans le temps car «nous sommes dans une inflation qui a pour raison des causes internes et externes». Il a tenu à signaler une hausse des prix des céréales sur le marché international, des inputs des produits agricoles et du transport maritime.

S'agissant des produits qui seront concernés par l'importation, il a estimé que deux filières seront concernées. Il s'agit notamment de la pomme de terre et des viandes blanches, qui connaissent des tensions depuis quelque temps. Il y aura probablement l'importation d'un quota de pommes de terre pour réguler le marché et ainsi rétablir les prix de ce produit agricole très consommé. S'agissant des viandes blanches, l'économiste a estimé que ce n'est pas le produit fini qui sera importé mais les intrants, notamment l'aliment de bétail dont les prix ont énormément augmenté sur le marché international. Des facilités d'importation de ces intrants seront ainsi accordées, selon les explications de l'expert qui a indiqué que le problème ne se posait pas concernant d'autres produits qu'on achète beaucoup, à l'instar des céréales, de la poudre de lait et d'autres produits agroalimentaires achetés régulièrement. Pour ce qui est des autres produits agricoles, le professeur d'économie s'attend à une reprise de la production agricole dans les semaines à venir. Grâce à la pluviométrie annoncée, les produits agricoles de saison feront leur entrée sur le marché.

Lilia Aït Akli

PENSEE



A la mémoire de notre cher et regretté **BEN AMAR BEZZEGHOUD**, qui nous a quittés le 1er novembre 2020, laissant un vide qui ne sera jamais comblé, car son absence reste pour nous insoutenable. En cette pénible et douloureuse occasion, son épouse, ses enfants et toute la famille demandent à ceux qui l'ont connu d'avoir une pieuse pensée pour lui. Prions Allah Tout-Puissant de lui accorder Sa Sainte Miséricorde et de l'accueillir en Son Vaste Paradis.

«A Allah nous appartenons et à Lui nous retournons.»

SOUDAN

Des milliers de Soudanais marchent contre le coup d'État

L'objectif de la « marche du million » semble largement dépassé. Des médias locaux estiment en effet que 4 millions de Soudanais sont descendus dans les rues de tout le pays samedi 30 octobre contre le coup d'État perpétré cinq jours plus tôt par le général Abdel Fattah al-Burhane.

À Khartoum, les différents cortèges pacifiques ont convergé vers la Rue soixante, noire de monde à la tombée de la nuit, lorsque les forces de l'ordre ont lancé les premières bombes lacrymogènes. Elles ont ensuite tiré à balles réelles sur la foule.

Le Comité des médecins recensait, le lendemain, plus de 165 blessés entre la capitale et les villes voisines d'Omdurman et Bahri où des coups de feu ont également été dirigés sur les protestataires. Au moins trois personnes ont été tuées à Omdurman. Et ce, malgré les avertissements de l'ONU et des États-Unis qui avaient prévenu que cette journée ferait figure de « test » concernant les intentions des militaires. Cette violence, et celle qui avait déjà coûté la vie à une dizaine de manifestants depuis lundi, ne semble pas avoir raison de la détermination des procivils. Même s'ils se disent conscients que le défilé de samedi ne constitue que le début du processus qui conduira à l'éventuelle chute de ce nouveau régime militaire.

« Il n'y a pas assez de balles pour tuer nos rêves », peut-on lire parmi les pancartes brandies par les citoyens. L'un d'eux, Motasim Khider, a reçu un projectile dans chaque jambe lors du démantèlement du sit-in révolutionnaire, le 3 juin 2019. Capé d'un drapeau soudanais, cet ingénieur déclare, au milieu de la foule de la Rue soixante, que « par la paix et l'amour, [ils] vaincron[t] les balles et les militaires ».

Depuis une intersection au goudron carbonisé par les pneus brûlés en continu depuis le 25 octobre, Abdelaziz Imad convient, lui, que « ce jour ne suffira pas pour que le



gouvernement remette le pouvoir aux civils ». « Mais nous en avons assez. L'armée a contrôlé le pays pendant les trente dernières années, nous tuant, nous volant et nous affamant. Beaucoup de personnes ont en outre été assassinées depuis le début de la révolution de décembre 2018. Nous ne pouvons pas les laisser mourir pour rien », assure cet étudiant en ingénierie électronique. À côté de lui, les « youyous », les battements de bonbonnes d'eau et klaxons retentissent.

Tout en marchant à l'arrière d'un cortège parti du centre-ville de la capitale, Lina Obeid, 25 ans, espère que la chute du général al-Burhane prendra moins de temps que celle d'Omar el-Béchir. Il avait fallu près de quatre mois pour chasser le dictateur, tombé le 11 avril 2019. « À l'époque, la société civile n'était pas aussi bien organisée qu'aujourd'hui. Nous savons maintenant comment mettre en place des marches pacifiques », précise la jeune femme. Pour Kholood Khair, codirectrice du think tank Insight strategy, qui analyse depuis Khartoum la transition démocratique amorcée en août 2019, les procivils pourraient à terme remporter ce bras de fer. « Aucun des deux camps ne voulant céder, la victoire reviendra au plus patient. Or, la révolution de 2018 a montré que la rue est capable de protester pendant plusieurs mois, tandis que l'armée ne sait pas faire preuve de patience, souligne la chercheuse. Quant à savoir combien de temps le général al-Burhane se maintiendra au pouvoir, cela dépendra de sa capacité à attirer des soutiens pour travailler au sein de son cabinet. Ce qui risque d'échouer dans la mesure où la rue n'est pas de son côté. » D'autant que les prodémocratie ne comptent donc pas s'en tenir à cette journée de mobilisation. « C'est le début d'une nouvelle révolution pour poursuivre celle de décembre 2018 », tranche Ahmed Alneel, membre d'un des Comités de résistance locaux qui ont coorganisé la manifestation avec l'Association des professionnels soudanais, choisissant prudemment de contourner le quartier général de l'armée pour limiter les affrontements. Au-delà de la remise du pouvoir aux civils, ces derniers réclament la libération des dizaines d'activistes et membres du gouvernement d'Abdallah Hamdok arrêtés arbitrairement depuis le coup d'État. Au lendemain de la marche, les associations de médecins, de banquiers et d'enseignants annonçaient, de leur côté, continuer leur mouvement de grève et de désobéissance civile. La connexion Internet restait par ailleurs coupée à la mi-journée. **R. I.**

COP26

Recep Tayyip Erdogan renonce à s'y rendre

ATTENDU hier, le président turc a annulé sa participation au sommet sur le climat à Glasgow en raison d'un différend en matière de sécurité.

Le président turc, Recep Tayyip Erdogan, a annoncé qu'il ne participerait pas à la COP26, qui a débuté dimanche 31 octobre à Glasgow, en Écosse, invoquant des motifs de « sécurité », a rapporté lundi l'agence de presse étatique Anadolu. « Nous avons renoncé à nous rendre à Glasgow quand nos demandes n'ont pas été satisfaites. Il n'en allait pas seulement de notre sécurité, mais aussi de la réputation de notre pays », a déclaré le président turc à des journalistes, à bord de l'avion présidentiel lors de son retour du G20 à Rome. « Nous avions des normes quant au protocole de sécurité (…). Cependant, nous avons été informés au dernier moment que celles-ci ne pouvaient pas être satisfaites », a détaillé Recep Tayyip Erdogan, selon des propos rapportés par la chaîne turque NTV. Initialement attendu lundi à Glasgow, Recep Tayyip Erdogan était rentré en Turquie dans la nuit de dimanche à lundi, laissant planer un doute sur sa participation à la COP26.

Selon plusieurs médias, dont le site Middle East Eye, le président turc a renoncé à participer à la COP26 en raison de restrictions sur la taille de la délégation turque et le nombre de véhicules officiels. Recep Tayyip Erdogan – dont le pays est le dernier en date à avoir ratifié l'accord de Paris sur le climat – avait initialement prévu de s'entretenir avec le président américain, Joe Biden.

Mais les deux chefs d'État se sont rencontrés dimanche lors du G20 à Rome, se promettant de mieux coopérer pour améliorer des relations particulièrement tendues, selon Ankara et la Maison-Blanche. Le président turc s'est également entretenu à huis clos dimanche avec la chancelière allemande Angela Merkel et le président français Emmanuel Macron.

L'entourage d'Emine Erdogan, l'épouse du président turc, a fait savoir lundi à l'Agence France-Presse que les relations entre la première dame turque et Brigitte Macron étaient au beau fixe, en dépit des tensions régulières entre leurs époux. La première dame française et Emine Erdogan ont échangé à plusieurs reprises au cours du week-end, d'après l'entourage de la seconde.

Selon des photos communiquées par la présidence turque, Brigitte Macron a également arboré à Rome, en présence d'Emine Erdogan, un masque noir orné d'une fleur brodée, un cadeau que lui avait offert la première dame turque et ce geste a été interprété positivement par Ankara. R. I.

NUCLÉAIRE IRANIEN

Téhéran fustige les remontrances occidentales

EN MARGE du G20, la France, l'Allemagne, le Royaume-Uni et les États-Unis ont dit leur « vive inquiétude » face au développement du nucléaire iranien.

Au lendemain de la clôture du G20, lundi 1er novembre, Téhéran a adressé de vifs reproches à quatre pays occidentaux auteurs d'une déclaration sur le nucléaire iranien. À l'initiative de cette déclaration se trouvent la France, l'Allemagne, le Royaume-Uni et les États-Unis. Dans la journée du samedi 30 octobre, les quatre alliés avaient fait état de leur « vive et croissante inquiétude face au rythme accéléré des mesures provocatrices prises par l'Iran dans le domaine nucléaire, telles que la production d'uranium hautement enrichi et d'uranium métal enrichi. La diplomatie iranienne a rejeté ces accusations : « La production d'uranium métal et d'uranium hautement enrichi, comme déjà affirmé par le passé, est faite à des fins pacifiques et à des usages civils », a réagi le porte-parole du ministère des Affaires étrangères, Saïd Khatibzadeh. La déclaration commune des quatre pays occidentaux ne « colle pas à la réalité », a-t-il jugé, réaffirmant le caractère pacifique de son programme. « Il convient donc de noter que de telles positions […] n'apporteront pas de résultats constructifs », a-t-il ajouté devant la presse. L'Iran avait affirmé plus tôt cette année avoir entrepris la recherche d'uranium métal afin de fournir du combustible pour un réacteur nucléaire de recherche, un sujet sensible car cette matière peut être utilisée dans la fabrication d'armes nucléaires. **R. I.**

CENTRES DE TORTURE DE TLEMCEN

Des cachots témoignent de la laideur du colonialisme français

Les centres de torture de la wilaya de Tlemcen cachent encore d'innombrables secrets et des vérités accablantes témoignant de la barbarie du colonialisme français et ses méthodes de répression des Algériens. Aucun de ces actes inhumains n'a fait plier la détermination, l'endurance et l'attachement d'un peuple à recouvrer son indépendance et la souveraineté de son pays.

Faisant partie de la Wilaya V historique lors de la guerre de libération nationale, Tlemcen compte 93 centres de torture, réduits à 36 en raison des conditions naturelles, mais dont les vestiges sont encore en place à ce jour. A ce nombre, s'ajoutent neuf centres de détention et trois camps de concentration dans les communes de Tlemcen, Beni Bahdel, Ouled Mimoune, Souahlia, Ghazaouet, Remchi, Beni Boussaïd, entre autres, selon le service du patrimoine historique et culturel de la direction de wilaya des moudjahidine.

L'administration coloniale française utilisait les centres de détention pour interroger et torturer les Algériens, dont les moudjahidine. Ils étaient jetés dans les fosses et ensevelis vivants. Parmi les méthodes de torture utilisées, la même source indique que les tortionnaires recouraient à la gégène pour exposer leurs victimes à des décharges électriques sur différentes parties du corps, leur faisaient ingurgiter l'eau savonneuse et versaient du sel sur leurs blessures. Les coups et les violences physiques faisaient partie du quotidien des victimes. Le village Beghouane, relevant de la commune de Souahlia, avait la triste réputation d'avoir abrité le centre de détention le plus sinistrement connu de Tlemcen. La soldatesque coloniale française y pratiquait les méthodes de torture les plus barbares sur les moudjahidine, relate le professeur d'histoire et président de l'Assemblée communale de Souahlia, Bouhadjab Abdelbaki. Cet enseignant rappelle que ce centre de torture a été créé en juin 1956, en guise de représailles à l'opération exécutée non loin du village par un groupe de moudjahidine, au niveau de la RN N 7 A, au cours de laquelle de nombreux soldats français ont été abattus. « Cette action de l'ALN a été suivie par une large opération de ratissage au niveau des communes de Ghazaouet, Souahlia, M'sirda Fouagua et jusqu'à Mersat Ben M'hidi », a-t-il ajouté.

Dar El Adhab « la maison de la torture »

« Le village Beghouane occupait une position stratégique que les français d'alors avaient exploité comme lieu de surveillance », indique le professeur, ajoutant que tous ses habitants ont été regroupés au niveau de la place « Rahabi » et ont été contraints, le 7 juin 1956, de quitter le village emportant avec eux de maigres biens. Ce village est resté inoccupé jusqu'au recouvrement de l'indépendance du pays en 1962.

Bouhadjab Abdelbaki précise que le village Beghouane occupait une position stratégique surplombant un certain nombre dedechras (bourgades), dont Draouche, Arkoub, Ouled Ali et Ouled Ziria. Dans le même village, les soldats français avaient choisi une habitation construite en pierre, d'une superficie de 200 mètres carrés, pour transformer sa cour en geôles exigües et en fosses servant aux tortures et aux interrogatoires.

Le professeur Bouhadjab relève que parmi les moyens utilisés dans la torture dans ces geôles, les tortionnaires dénudaient les femmes devant leurs époux ou leurs frères. Ce centre appelé « Dar El Adhab » (maison de la torture) a vu le passage de nombreux membres de l'ALN et leurs proches. L'épouse du défunt moudjahid Abdelhafid Azzouz et le moudjahid Hassaïne Aboubakr, ont subi les pires pratiques inhumaines. Certains ont perdu la vie dans ce lieu. D'autres ont été transférés au centre de torture « Dar Yaghmoracen » sur les hauteurs de la cité Sidi Amar, un autre site tristement célèbre « un point noir et une source de honte pour un pays colonisateur qui se revendique être terre des libertés et des droits de l'Homme », souligne le professeur Bouhadjab. De hauts lieux de torture

Le centre de torture dit « Barrage », sis au barrage de Beni Bahdel, est l'autre centre de détention aux innombrables crimes du colonisateur français. Il a été créé en 1957 sous forme d'une tranchée longue de 11 mètres et large de 4 mètres, utilisée entre 1934 et 1945 comme lieu de fabrication du béton armé pour la construction du barrage de Beni Bahdel, indique le président de l'APC de cette localité, Bachir Mohamed.

Cet élu indique que plus de 200 Algériens ont été internés et torturés au sein de cette tranchée, dénommée alors « prison du barrage » où les soldats français ensevelissaient les torturés sous le mur du barrage et les couvraient d'immondices jetées d'un trou creusé dans le haut du mur.

Une autre construction était utilisée dans l'interrogatoire des moudjahidine, qui étaient enterrés vivants, ajoute le Président de l'APC de Beni Bahdel. Il a relevé l'existence de cachots dans lesquels des moudjahidine des villages de Khemis, Azaiel et Beni Snouss, voire d'autres wilayas, étaient entassés et où les tortionnaires lâchaient sur eux des chiens féroces.

De son côté, le moudjahid et ancien condamné à mort, Yabedri Belabbes, qui a rejoint les rangs de l'ALN en 1959 à l'âge de 17 ans seulement, se souvient. Il a été arrêté en février 1960, après avoir été blessé suite à l'explosion d'une bombe. Il était en compagnie des défuntes moudjahidate Khelif Kheira et Hadjila Fatima, la première avait perdu sa main et l'autre une jambe, ainsi que ses frères de combat Hadri et Belhadji Hocine. Ils ont été transférés au "Barrage" avec 250 autres personnes.

Yabedri Belabbes garde encore en mémoire toutes les pratiques barbares qui lui ont été infligées et se souvient du chahid Bouziani Ahmed, mort étouffé sous la torture, de Latrache Mohamed, dont le corps gangréné et dévoré par les vers au sein même de ce centre, de Betti Abdelkader et Ould Djelloul, et bien d'autres moudjahidine internés originaires de Setif, Jijel, Tébessa et d'autres transférés au centre de torture "Zenfour", dans la commune d'Ouled Mimoune. Le centre de torture « le château », dans la commune de Sebdou, se distinguait tristement par la cruauté des moyens de torture utilisés, selon le délégué de l'organisation des moudjahidine de la daïra de Sebdou, le moudjahid Benziane Abdelkader. « Le centre disposait de réservoirs d'eau utilisés dans la pratique de la torture à l'électricité », a-t-il précisé.

Ce témoin se souvient que parmi les torturés se trouvaient les moudjahidine Bendahmane Abdallah, Si Tayeb, Youbi Mohamed, Benmansour Kaddour, Moussa Okacha, Boufeldja et bien d'autres.

Il affirme que de nombreux fils de la ville de Sebdou sont morts sous la torture au sein de ce sinistre centre, dont Djelmoudi Abdeslam, Benmansour Kaddour, Chater Tahar, Chater Abdelkader, Bakhti Aïssa, Bakhti Menoueur, Bakhti Ali, Bakhti Abdallah, Benbouhafs Tahar, Benaïssa Boubekeurn, Bensaha Amar, Sassi Kaddour, Belmhidi Si Miloud, Abdouni Miloud. Trois autres chouhada du village Tefsra, dans la commune de Beni Snouss, y ont également laissé la vie, trois membres d'une même famille, à savoir Gouraï Boubekeur, Mohamed et Ahmed.

ADRAR

Inauguration de structures publiques et lancement de plusieurs projets

DES STRUCTURES publiques ont été inaugurées et d'autres projets de développement ont été lancés avant-hier, dans la wilaya d'Adrar dans le cadre des festivités commémoratives du 67ème anniversaire du déclenchement de la glorieuse Révolution du 1er novembre 1954.

Les autorités locales ont ainsi procédé au lancement de projets d'une école primaire, une polyclinique et un jardin au niveau de la nouvelle ville de Sidi Mohamed Belkebir, ainsi que d'un lycée au quartier « Graoui » et d'une école primaire à la cité « Agrindje », au chef-lieu de wilaya.

L'inauguration de la nouvelle entrée du siège de la wilaya, de la maison d'hôtes et du nouveau siège de la direction d'Algérie-Poste, ont figuré aussi au programme de célébration de cet anniversaire qui a donné lieu en outre au lancement de la caravane commerciale nationale d'exportation vers les marchés du Mali et du Niger, dans le cadre du commerce de troc.

L'occasion a également saisie pour la remise de titres d'attribution de logements sociaux et d'autres de fonction à leurs bénéficiaires du dispositif d'insertion professionnelle.

Le programme commémoratif prévoit, par ailleurs, l'organisation, en coordination avec la direction des Moudjahidine, la famille révolutionnaire, les Scouts musulmans algériens (SMA) et le Croissant rouge algérien (CRA), des visites aux Moudjahidine et ayants-droits de la région, en plus de l'organisation d'une émission radiophonique "Journées historiques" et d'une réception en l'honneur de Moudjahidine.

Sur un autre registre, l'évènement a été marqué par le lancement, dans le cadre de la relance des activités sportives scolaires et universitaires, d'une compétition de cross-country, ainsi que le lancement officiel de la plateforme numérique de création de micro-entreprises.

Les festivités ont donné lieu aussi à une campagne de boisement au niveau des régions de Koussam et Bouzane, avec la participation de différents organismes et acteurs du mouvement associatif.

L'université d'Adrar a abrité, pour sa part, une conférence sur la lecture de l'histoire de la déclaration du 1er Novembre intitulée, en sus de l'ouverture au niveau de cette institution d'une journée de sensibilisation sur la prévention du cancer du sein, à l'initiative du bureau de l'union nationale des femmes algériennes (UNFA) d'Adrar.

R.R

JIJEL

3,5 millions tonnes d'exportations hors hydrocarbures depuis le port de Djen Djen

UN VOLUME de marchandises de près de 3,5 millions tonnes hors hydrocarbures a été exporté au cours des neuf premiers mois de l'année en cours depuis le port de Djen Djen dans la wilaya de Jijel, a indiqué dimanche le directeur général de cette entreprise portuaire, Abdeslam Bouab.

Le port de Djen Djen a réalisé durant les neuf premiers mois de l'année en cours des « résultats satisfaisants » en atteignant un volume des exportations hors hydrocarbures de près de 3,5 millions tonnes, a précisé le même responsable.

Ce volume exporté de marchandises a été le fruit du passage à l'exportation de plusieurs opérateurs dont le complexe sidérurgique de Bellara (El Milia) qui a eu un « impact positif' » sur l'accroissement de la valeur des exportations et l'entreprise nationale des sels qui a exporté 12.000 tonnes durant le seul mois d'octobre courant.

D'autres opérateurs ont contribué à ce résultat en exportant environ 4.000 containers soit l'équivalent de 40.000 tonnes de marchandises dont du papier et des couches pour bébé, selon la même source.

Le même responsable a prévu un accroissement du volume de marchandises échangées au port de Djen Djen d'ici la fin de l'année en cours pour atteindre 7 millions tonnes et a estimé à 75 % on du volume des exportations durant les neuf premiers mois 2021 comparativement à la même période de 2020.

Le port de Djen Djen dispose de capacités d'accueil pour les grands navires ayant permis d'augmenter ses échanges notamment avec les marchés asiatiques, a ajouté M. Bouab.

67ÈME ANNIVERSAIRE DU DÉCLENCHEMENT DE LA RÉVOLUTION À TLEMCEN

Ré-inhumation des restes de sept chouhada

UNE CÉRÉMONIE de ré-inhumation des restes de sept chouhada tombés au champ d'honneur lors de guerre de libération nationale a été organisée dimanche au carré des martyrs de la commune de Hennaya dans la wilaya de Tlemcen, à l'occasion de la célébration du 67ème anniversaire du déclenchement de la Révolution le 1er Novembre 1954.

La cérémonie de ré-inhumation des restes des martyrs de la Révolution a eu lieu en présence des autorités de wilaya et de représentants de la famille révolutionnaire. Elle a concerné les martyrs Tab Salima dite Naima, Rebaï Fatéma dite Djamila, Malek Mohammed dit Lakhdar, Benachour Mohammed dit

Fethi, Chafaâ Mohammed dit Lazreg et Tebbal Youcef, ainsi que les restes d'un martyr non identifié, tous tombés au champ d'honneur en 1961.

La direction locale des moudjahidine et des ayants droit avait effectué trois sorties sur le terrain pour exhumer et identifier les restes sur le site de la grotte « Djdaine Hassi Benhla », dans la commune de Terny Beni Heidel, le 24 octobre en cours, a rappelé le responsable du secteur, Sid Ahmed Trari. Le même responsable a ajouté que les témoignages des moudjahidine Helli Mohamed dit Benaouda et Guezzane Djillali dit commandant Benaffane ont indiqué que cette grotte fut un centre des moudjahidine. L'armée coloniale française avait ratissé la région et bombardé cette grotte où se trouvaient les martyrs, connus pour leurs actes de bravoure en affrontant courageusement les soldats français leur occasionnant des pertes dans leur rang. En marge de la cérémonie de ré-inhumation, une campagne de reboisement a été organisée au carré des martyrs de Hennaya. Au programme de la célébration du 67ème anniversaire de la Révolution du 1er novembre 1954 à Tlemcen figurent l'organisation d'un défilé au centre-ville, ainsi que des activités à la maison de la culture Abdelkader Alloula.

R.R

SEPTIÈME ART

La guerre de libération nationale, une thématique importante du cinéma algérien

La glorieuse révolution de novembre a toujours constitué une source d'inspiration intarissable pour la production cinématographique algérienne qui avait proposé dès les premières années du recouvrement de l'indépendance des films à la gloire de la Guerre de libération et de ses acteurs afin d'en sauvegarder la mémoire et la transmettre aux générations futures.

La première génération de cinéastes algériens, qui avaient vécu la guerre de libération, ont tenu à documenter et immortaliser la condition des Algériens et les affres de la colonisation pour montrer au monde les atrocité subies par le peuple et son combat héroïque à travers des oeuvres comme "Yasmina" de Djamel Chanderli et Mohamed Lakhdar Hamina ou "L'Algérie en flammes" de René Vautier et son équipe, et qui constituent les premiers balbutiements du cinéma algérien.

Le journaliste et critique de cinéma Nabil Hadji estime que le cinéma algérien, ainsi que la télévision, se sont "très vite intéressés à la guerre de libération en produisant des films documentaires gravés dans la mémoire du public". Il considère que les premiers cinéastes se sont intéressés à cette période pour restituer leurs vécus pendant la période coloniale et ce qu'il ont vu et vécu de la guerre".

De même pour les acteurs, le critique estime que ces derniers ont également "brillé à l'écran pour leur profonde connaissance du thème abordé" dans ces films qui ont été tourné dans les conditions d'époques sans grandes reconstitutions, et en noir et blanc pour en garder la crédibilité en citant les exemples de "La bataille d'Alger" de Gilo Pontecorvo, "Patrouille vers l'est" de Ammar Laskri, ou encore "La voie" de Mohamed Slim Riad.

Nabil Hadji relève, par ailleurs, le grand rôle des salles de cinéma qui ont assuré un grand rôle dans la promotion et la diffusion de ces œuvres dans toutes les villes du pays en plus du rôle de la télévision nationale.

Il souligne cependant une différence d'approche dans les films historiques entre des productions dédiées à la guerre et à une période historique et d'autres plus récentes qui s'intéressent aux parcours de personnalités historiques comme les films "Zabana!", "Krim Belkacem" ou encore "Fadhma N'Soumer", des oeuvres qui restent peu nombreuses, selon lui, pour les mauvaises conditions de production cinématographiques.

Abordant le traitement cinématographique du 1er novembre 1954, date de déclenchement de la guerre de libération, l'universitaire et critique cinématographique Ahmed Bedjaoui, estime qu'il existe "très peu d'évocation de la journée du 1er novembre" dans les films algériens réalisés après l'indépendance.

Selon lui, pour la plupart des productions l'action "se déroulent au cœur de la lutte armée sans réellement en expliquer les causes et les origines".

Il évoque cependant l'exception du film "Noua" (1972) de Abdelaziz Tolbi qui décrit la vie dans un village rural et les conditions atroces dans lesquelles la population algérienne vivait et qui se termine sur la première balle tirée un premier novembre.

Il estime d'ailleurs que la RTA a produit les films les plus probants, réalisés par Lamine Merbah (Les spoliateurs), Moussa Haddad (Les enfants de Novembre), Mustapha Badie (La Nuit a peur du Soleil), Benamar Bakhti (Le combattant) ou encore Mohamed Hazourli (Alam), pour ne citer que cela, des films dont les petits budgets imposaient d'aller à l'essentiel.

Abordant les films de fiction historiques, Ahmed Bedjaoui dira qu'il a fallu attendre "Chronique des années de Braise" de Mohammed Lakhdar-Hamina pour voir décrit le long processus qui a mené de la longue marche du mouvement national au déclenchement de la lutte armée. Il existe bien quelques évocations passagères au 1 er novembre, mais en général ces films ont plus glorifié qu'expliqué le sens de cette journée capitale de notre Histoire, explique-t-il.

En ce sens, il estime que "nous avons produit plus de films de guerre que de films sur la guerre de libération avec ses spécificités".

Sur la rupture avec le film historique pour une trentaine d'années, Ahmed Bedjaoui, estimant que "le cinéma n'écrit pas l'Histoire mais se contente d'en témoigner", juge normal que "les cinéastes de la deuxième génération témoignent , à partir de la fin des années 60 des mutations qui se sont opérées dans la société algérienne".

Il relève cependant des références à la guerre de libération sur laquelle s'adossent les récits de films comme "Le charbonnier", "Tahya ya Didou" ou "Omar Gatlato".

Interrogé sur le retour des productions historiques vers 2008 avec une orientation vers les biopics, l'universitaire rappelle que "certains ont pu reprocher au secteur cinéma d'avoir produit trop de films de guerre qui excluaient totalement les chefs de la Révolution armée, la devise était au slogan +Un seul héros le peuple !+".

Depuis vingt ans, nous assistons, poursuit-il, à l'excès inverse : des biopics qui glorifient à juste titre des grandes figures mais qui par ricochet, ont tendance à occulter l'aspect profondément populaire de notre grande Révolution sur le plan à la fois armé, politique, social et culturel". **R. C.**

IL A CONTRIBUÉ À LA MOBILISATION DU PEUPLE

Le théâtre, un art scénique en appui au combat libérateur

LE THÉÂTRE a constitué une arme redoutable utilisée durant la Révolution pour appuyer le combat militaire des Algériens, et mobiliser davantage de militants et de sympathisants à travers le monde pour adhérer à la noble cause du recouvrement de l'indépendance.

Cet art scénique a contribué à la mobilisation du peuple algérien contre le colonialisme à travers des représentations,improvisées en milieu carcéral et dans le maquis, mettant en scène des faits révolutionnaires, les souffrances des Algériens et les exactions des forces d'occupation.

Bien qu'il existe des textes de théâtre écrits avant le déclenchement de la Révolution, la troupe artistique du FLN (Front de libération nationale) a contribué à faire connaître la cause algérienne à travers le monde. Sous l'impulsion et la direction du moudjahid et homme de théâtre Mustapha Kateb, la troupe artistique créée en 1958 à Tunis, a produit plusieurs pièces, présentées en Algérie et dans plusieurs capitales étrangères.

"Nahwa ennour" (Vers la lumière), écrite et mise en scène par Mustapha Kateb, "El Khalidoun" (Les immortels), "Awlad el qasba" (Les enfants de la Casbah), ou encore "Dem al ahrar (Le sang des libres) comptent parmi les célèbres productions de la troupe qui évoquent le combat contre l'occupant.

L'écrivain et critique de théâtre Ahcène Tlilani, souligne de son essai "Le théâtre algérien et la guerre de libération", publié en 2007, que "Les enfants de la Casbah" a été jouée pour la première fois en 1959 dans le maquis devant les moujahidine. Ces pièces, jouées dans plusieurs capitales du monde, ont été saluées par le public et les critiques de théâtre.

"La troupe artistique du FLN a fait entendre la voix des Algériens en lutte contre l'occupant à travers ses productions représentées en Algérie et à l'étranger comme la Russie, la Chine et l'ex Yougoslavie", note l'auteur.

Dans le registre du théâtre francophone, les œuvres de Kateb Yacine ont constitué les principaux spectacles qui ont traité de la révolution et du combat des Algériens pour l'indépendance. Son ensemble théâtral incluant les pièces "Le Cadavre encerclé", "La poudre d'intelligence" et "Les Ancêtres redoublent de férocité", évoquent le trouble d'une Algérie meurtrie par la guerre qui combat la colonisation.

"Le cadavre encerclé", représenté en novembre 1958 à Bruxelles (Belgique) et à Paris en 1959 par la troupe de Jean-Marie Serreau, contribua à faire connaître la justesse du combat libérateur, selon Ahcène Tlilani.

La pièce met en scène le massacre du 8 mai 1945, un drame national que Kateb Yacine, alors lycéen à Sétif, prélude au déclenchement de la Révolution en 1954.

D'autres auteurs à l'image de Mustapha Lachref, Boualem Rais ou encore Hocine Bouzhar ont écrit également des pièces en français, en mettant en scène le combat pour la liberté et lutte contre toute forme de soumission.

"El bab el akhir" (La dernière porte), premier texte dramaturgique de Musapha Lachref, écrit en prison en France et publié dans une revue tunisienne et "Des voix dans La Casbah" (1960) de Hocine Bouzhar comptent, aussi, parmi les œuvres théâtrales qui fustigent les exactions coloniales en Algérie.

" Le théâtre a réussi à sensibiliser les Algériens à se réapproprier leurs repères identitaires et valeurs culturelles que l'occupation française a tenté de déraciner", résume Ahcène Tlilani. **R. C.**

TÉMOIGNAGE

"La wilaya II historique, l'ombre de Constantine", de Abdelaziz Khalfallah

DANS SON récit-témoignage intitulé "La wilaya II historique, l'ombre de Constantine", le militant de la cause nationale Abdelaziz Khalfallah, restitue aux jeunes générations le sens et la nature de son combat multiforme et l'organisation de la Wilaya II historique tout en revenant sur les principaux événements qui s'y sont déroulés.

Cet ouvrage de 165 pages, publié récemment aux éditions Chihab, explique l'organisation de la wilaya II historique, les opérations qui s'y sont déroulées le 1er novembre 1954 sous le commandement de Didouche Mourad.

Ce chef historique avait coordonné quatre formations armées communément appelées "groupe de Smendou", dirigé par Zighoud Youcef, "groupe de Mila" dirigé par Lakhdar Bentoubal, le "groupe de Bône" sous la direction de Amar Benaouda et le groupe de Souk Ahras dirigé par Badji Mokhtar.

Evoquant les attaques du nord constantinois du 20 août 1955, Abdelaziz Khalfallah estime que ces actions coordonnées ont "relancé la lutte armée en l'enracinant dans la population (...) et ont créé un mouvement irréversible de rupture avec le joug coloniale, tout en faisant paraître au grand jour la cause algérienne qui a fait l'objet d'une première tentative d'inscription à l'examen de l'Assemblée générale de Nations unies en novembre de la même année".

Il parle aussi de la répression massive contre des populations désarmées dans la région de Skikda qui ont fédéré les algériens autour du FLN et de son armée, ainsi que d'un ralliement d'autres formations politiques algériennes.

L'auteur explique l'évolution de l'organisation de la région après le congrès de la Soummam du 20 août 1956 et propose un aperçu des parcours de militants ayant marqué l'histoire de la Wilaya II historique à l'instar de Zighoud Youcef (1921-tombé au champs d'honneur le 25 septembre 1956), Lakhdar Bentobal (1923-2010), Ali Kafi (1928-2013), ou encore Salah Boubnider (1929-2005) connu sous le pseudonyme de "Sawt El Arab".

Abdelaziz Khalfallah témoigne aussi sur l'organisation de sa ville natale de Constantine durant la lutte armée et raconte son parcours de militant chargé de superviser l'organisation syndicale et les liaisons avec les personnalités politique avant d'entrer dans la clandestinité et rejoindre le maquis où il rencontre Messaoud Boudjerriou dont le nom est "indissociable du combat héroïque et sans discontinuité qu'il a livré dans cette ville durant toute la guerre de libération".

Il relate également son passage en prison et en centre de tri après avoir été accusé d'être l'auteur d'un attentat à la grenade et la vie au poste de commandement au déclenchement du "plan Challe".

L'auteur raconte également comment le cessez-le-feu du 19 mars 1962 a été vécu dans le maquis et l'encadrement sociopolitique de Constantine pendant cette période à travers des "comités de litiges", pour résoudre les conflits impliquant des Algériens en dehors de l'administration coloniale, les "comités d'actions sociales" pour gérer les questions de santé et d'aide aux familles de martyrs et de détenus, et les organisations de masse.

Abdelaziz Khalfallah, connu sous le nom de Boutemira Mostefa a été un militant engagé du mouvement national dans sa ville de Constantine avant de rejoindre le maquis puis organiser la période du cessez-le-feu. Il a également été cadre de l'Etat engagé dans la combat pour le développement économique national. Il propose aujourd'hui ce témoignage qui a été initié à la base par Salah Boubnider pour restituer l'histoire de cette wilaya historique.

PREMIER LEAGUE

Tottenham tient le successeur de Nuno Espirito Santo

Sans club depuis son départ de l'Inter Milan l'été dernier, Antonio Conte est sur le point de retrouver du travail sur le banc de Tottenham.

Le retour aux affaires se précise. En pleine pagaille, Tottenham a décidé de limoger Nuno Espirito Santo ce lundi matin, et ce, seulement 4 mois après l'arrivée du technicien portugais sur le banc des Spurs. Il faut dire que les prestations des Spurs ont de quoi inquiéter, tout comme leurs résultats en Premier League (le club londonien est 8ème et reste sur 2 défaites en championnat) mais aussi en Ligue Europa Conférence (1 victoire, 1 nul et 1 défaite).

Forcés de réagir et de changer les choses, Daniel Levy, le président de Tottenham, et Fabio Paratici, le directeur sportif, recherchent activement le successeur de l'ancien coach de Wolverhampton. Une autre mise à jour concernant le poste d'entraîneur suivra en temps voulu, précisait d'ailleurs le communiqué publié par les pensionnaires du Tottenham Hotspur Stadium ce lundi matin. De quoi laisser penser qu'un nouvel entraîneur principal devrait rapidement débarquer dans le nord de Londres.

Depuis plusieurs heures, les rumeurs vont bon train dans la presse anglaise, qui s'en donne à cœur joie et tente de deviner qui sera l'heureux élu chargé de redresser la barre à Tottenham. Les noms de Sergio Conceição, passé sur le banc du FC Nantes et aujourd'hui en charge du FC Porto, et de Paulo Fonseca ont notamment été évoqués outre-Manche. Et si l'ancien entraîneur de l'AS Roma semblait tenir la corde pour ce job, il s'agit d'un visage bien connu en Premier League qui devrait revenir au Royaume de Sa Majesté. Selon les informations du Guardian, Antonio Conte se trouve actuellement en discussions très avancées avec les dirigeants londoniens.

Le technicien italien de 52 ans, libre de tout contrat depuis son départ de l'Inter Milan, champion d'Italie en titre, l'été dernier, est même tout proche d'accepter l'offre de Tottenham. Fabio Paratici, qui avait déjà tenté de démarcher son compatriote avant de se rabattre sur NES, demeure confiant quant à l'issue positive de ce dossier. Sky Sport évoque de son côté un contrat d'un an et demi proposé par les Spurs à Antonio Conte, qui serait attendu à Londres dans la journée pour finaliser les derniers détails des négociations. Le Transalpin, champion d'Angleterre en 2017 avec Chelsea et vainqueur de la FA Cup en 2018 avec les Blues, pourrait donc rapidement revenir en terrain conquis.



LIGUE 1

Ibrahimovic lâche ses vérités sur le PSG, Mbappé et Messi

DANS un entretien diffusé ce dimanche par Téléfoot, Zlatan Ibrahimovic a donné son avis sur le PSG, Kylian Mbappé ou encore Lionel Messi et une chose est sûre, le temps des punchlines zlatanesques n'est pas révolu.

«Alors, je vous manque en France ou pas ? Parce que depuis que je suis parti, vous parlez de quoi, rien ? Ça doit être chiant de travailler en France maintenant». D'emblée, le ton était donné. Dans un échange diffusé, ce dimanche, par Téléfoot, Zlatan Ibrahimovic (40 ans), aujourd'hui à l'AC Milan, a pris le temps de revenir sur sa carrière, son actualité en Lombardie mais s'est surtout confié sur le Paris Saint-Germain. Le tout accompagné de cette gouaille légendaire. Interrogé sur ses quatre saisons passées au PSG entre 2012 et 2016, l'attaquant international suédois (118 sélections, 62 buts) garde ainsi de très bons souvenirs mais estime surtout que son arrivée dans la capitale française a permis au club parisien d'entrer dans une nouvelle dimension.

«Le PSG ? J'ai de très bons souvenirs, quand le PSG a été racheté, j'ai été l'un des premiers à signer. Et je suis très fier. Sans moi le PSG ne serait pas devenu ce qu'il est. Certains pensent que je suis venu pour l'argent, la ville, de la vie. Non : je suis venu, et tout a changé», a dans un premier temps assené l'ancien buteur des Parisiens (156 buts et 61 passes décisives en 180 matches au PSG) avant de dresser une analyse peu tendre et pour le moins sans équivoque sur le niveau actuel du club de la capitale : «Paris est-il plus fort qu'à mon époque ? Non, nous étions une équipe, aujourd'hui ce n'est pas une équipe. Ils ne sont pas meilleurs.» Le message est passé.

Si le natif de Malmö a une nouvelle fois souhaité rappeler qu'il n'y avait qu'«un seul Zlatan», le buteur des Rossoneri (2 buts et 1 passe décisive en 4 matches cette saison), de retour à la compétition après avoir été touché au genou puis au tendon d'Achille, s'est également laissé aller à un constat sans appel concernant Kylian Mbappé (22 ans). Interrogé sur celui qu'il estimait, aujourd'hui, comme le meilleur joueur du monde, le Suédois n'a, certes, pas manqué de citer le champion du monde 2018 mais n'a pas hésité à lui faire passer un message lourd de sens : «il y a beaucoup de bons joueurs, j'adore Mbappé, mais ce qu'il fait n'est pas encore assez, il est trop dans un confort, trop dans sa zone, il faut qu'il se fasse mal, qu'il sente le goût du sang, qu'il marche sur le feu. Il faut s'entourer de ceux qui te disent de devenir meilleur. Entoure-toi de ceux qui te diront que tu n'es pas assez bon et tu seras meilleur. Il peut devenir si fort s'il se fait mal, mais il est dans le top de ceux que j'aime.»

Après avoir joué le rôle de conseiller et sans oublier de se glisser dans le top mondial : «il y a d'autres joueurs au top. Pour les jeunes, il y a Mbappé, Haaland. Et Ibrahimovic», le Z s'est enfin exprimé sur l'arrivée retentissante de Lionel Messi au PSG lors du dernier mercato estival. Ex-coéquipier de la Pulga au Barça lors de la saison 2009-2010, Zlatan a ainsi déclaré : je pense que c'est un bon challenge pour lui, il va essayer quelque chose de nouveau après une très longue période à Barcelone et il arrive dans un club très ambitieux et qui veut gagner et qui est toujours dans une forme d'ascension. Paris doit maintenant profiter de lui. Avant de conclure sur une nouvelle punchline dont lui seul a le secret : «je souhaite que les gens se souviennent que j'ai été le meilleur partout où je suis passé». Signé Zlatan.

LE PSG PENSE À RÉSILIER LE CONTRAT DE SERGIO RAMOS !

Pour le PSG, l'hypothèse d'une résiliation de contrat du défenseur espagnol n'est plus à écarter...

DEUX ans de contrat et un salaire d'un peu plus de dix millions d'euros annuels net. Certes, le PSG a gâté Sergio Ramos au moment de la signature du contrat de ce dernier. Mais après tout, le défenseur espagnol semblait encore être apte pour évoluer au plus haut niveau. Seulement, la réalité a vite pris le dessus et le joueur, miné par les pépins physiques, n'a même pas pu encore débuter avec son nouveau club.

Une situation qui agace beaucoup de supporters, d'autant plus que la communication du club francilien à ce sujet reste assez floue. Leonardo a beau avoir taclé la presse espagnole, qu'il accuse de diffuser de fausses informations sur l'ancien du Real Madrid pour déstabiliser, force est de constater que pour l'instant, le temps donne raison aux médias ibériques qui préviennent depuis un moment sur l'état-physique du joueur formé à Séville.

Et voilà que Le Parisien dévoile une énorme bombe. Selon le journal, l'option de résilier le contrat du joueur est envisageable. Ce n'est évidemment pas l'option priorisée par Leonardo et ses hommes, et elle n'est pas forcément d'actualité au moment où ces lignes sont écrites. Mais les décideurs parisiens sont conscients qu'il est bien possible qu'ils se soient trompés en enrôlant l'expérimenté défenseur espagnol.

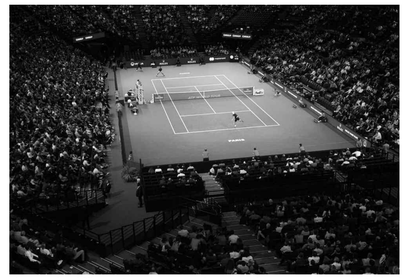
Si la situation ne s'arrange pas dans un futur plus ou moins proche, une décision drastique comme une résiliation de contrat pourrait donc bel et bien être approuvée et mise à exécution par la direction. Tout est donc entre les mains, ou entre les jambes plutôt, de Sergio Ramos. Une décision forte qui aurait aussi un coût, forcément...

TENNIS

GAZON, INDOOR : POURQUOI LES SURFACES ONT-ELLES ÉTÉ AUTANT RALENTIES AU 21e SIÈCLE ?

Cette année encore, durant le Rolex Paris Masters, il y a de grandes chances qu'on n'y coupe pas. Dans les coulisses ou devant les micros, on devrait largement disserter sur la vitesse réelle ou supposée de la surface en GreenSet entreposée dans l'Accor Arena. Un véritable serpent de mer qui surgit quasiment à chaque tournoi, hors terre battue (et encore). Le sujet est devenu sensible ces dernières années, notamment depuis que le monde du tennis, jamais avare d'une bouffée de nostalgie, s'est pris à regretter les conditions de jeu beaucoup plus variées d'autrefois.

Les discussions sur ce thème se sont accélérées à partir de 2008, année marquée par un événement totalement improbable une décennie plus tôt : la victoire à Wimbledon d'un Espagnol, certes pas n'importe lequel, Rafael Nadal. Mais plus encore que le triomphe de Rafa, c'est peut-être la petite phrase prononcée au cours de cette même quinzaine par Marat Safin qui avait mis la puce à l'oreille, puis le feu aux poudres : «je tiens à remercier le gars qui a ralenti le gazon», avait lâché en conférence de presse l'inénarrable Marat, demi-finaliste cette année-là.



Poussés dans leurs retranchements, les organisateurs de Wimbledon ont fini par communiquer davantage sur un changement qu'ils avaient opéré en catimini quelques années plus tôt, en 2001 : depuis cette édition, le gazon utilisé pour la confection des courts du All England Club est composé à 100% de ray-grass, une herbe vivace qui n'entrait auparavant dans la composition qu'à hauteur de 70%, mélangée à 30% de fétuque rouge.

Officiellement, le motif invoqué pour justifier ce changement est le degré de résistance supérieur du ray-grass. Les gardiens du Temple londonien ont en revanche toujours été plus rétifs à parler de leur volonté de ralentir les conditions, évoquant un rebond plus haut et moins capricieux, mais pas forcément plus lent. D'ailleurs, le changement est dans un premier temps passé assez inaperçu, jusqu'à ce qu'il finisse par sauter aux yeux. A posteriori, la victoire en 2002 de Lleyton Hewitt sur David Nalbandian est devenue le symbole fondateur de ce changement d'ère, marquée par le triomphe définitif des joueurs de fond de court sur les serveurs-volleyeurs.

BERCY 93 : LA GOUTTE D'EAU QUI FAIT DÉBORDER LE VASE...

Si d'aucuns la regrettent aujourd'hui, on peut aussi concevoir la décision des Anglais prise au crépuscule des années 90, une période marquée peut-être comme aucune autre par l'omnipotence des grands serveurs, devenus plus puissants que jamais avec les progrès du matériel. A l'image de l'un des meilleurs d'entre eux, Goran Ivanisevic, auteur en 1996 de 1 477 aces au cours d'une même saison, record historique.

En 1993, l'actuel coach de Novak Djokovic est l'acteur, heureux ou malheureux, d'une finale de Bercy qui va marquer les esprits. Avec la complicité d'une surface en tartan caoutchouteuse et très rapide utilisée depuis les origines du tournoi parisien en 1986 (le Taraflex), il exécute Andreï Medvedev (6-4, 6-2, 7-6) en alignant 27 aces et en remportant 94% de points derrière sa première balle, signant notamment une série de cinq jeux blancs consécutifs entre la fin du 2e et le début du 3e sets. Au total de sa campagne victorieuse, il aura décoché 97 aces et 123 services gagnants. Une véritable fusillade en règle, froidement accueillie par l'impitoyable public de Bercy qui finit par accompagner son inéluctable triomphe par une bordée de sifflets. Pour les organisateurs du tournoi, alors dirigé par Patrice Clerc (jusqu'en 2000), cela pose question. «Et c'est vrai qu'à partir de là, on a commencé à demander à notre fournisseur de surface, mais aussi de balles, de faire quelque chose pour ralentir le jeu, explique celui qui a par ailleurs dirigé Roland-Garros et le groupe ASO. Wimbledona travaillé dans la même direction, parce que ça n'était plus possible. Une étude parue à l'époque avait révélé que sur une heure de match sur gazon, le temps de jeu effectif était de huit minutes. Autrement dit, 52 minutes à rien foutre ! Aujourd'hui, plus personne ne pourrait regarder ça. On se rendait bien compte que le public préférait avoir des échanges plus longs.»

A Wimbledon, la question devient d'autant plus sensible qu'à côté des grands serveurs dont on a parlé, émerge également – avec l'aide des cordages en monofilament favorisant le contrôle - une génération de «limeurs» de plus en plus pressants au sommet du jeu, à l'instar des Moya, Kuerten ou autres Ferrero, tous n°1 mondiaux. Or, tous continuent de déplorer voire snober le jeu sur herbe, où ils estiment n'avoir aucune chance de briller.

Pour le All England Club, cela devient difficile d'ignorer cette évolution, surtout à l'heure où la retraite approche pour le maître des lieux, Pete Sampras. Et surtout en constatant que son tournoi a de plus en plus de mal à (bien) vendre ses droits télés. «A côté de ça, quand les journalistes britanniques débarquaient à Roland-Garros, ils étaient admiratifs devant la longueur des échanges, se souvient Bruno Cuaz, ancien journaliste à Tennis Magazine et commentateur à Eurosport, qui a justement commencé à diffuser Bercy durant ces années 90. Considérant l'influence des Anglais dans le milieu du tennis, on peut penser qu'ils ont aussi joué un rôle dans cette évolution globale.»

En indoor, la problématique est la même. Avant l'arrivée du règne de la puissance, la question de la rapidité des surfaces ne s'était jamais réellement posée, hormis sur quelques rencontres de Coupe Davis comme l'inoubliable Paraguay-France de 1985, joué à Asuncion sur un parquet assimilable à une patinoire imbibée d'huile. Des tournois indoor ont d'ailleurs longtemps été joués sur des revêtements en bois similaires, jusqu'à ce que les surfaces en moquette, plus faciles à poser, ne finissent par s'imposer dans la plupart des salles, notamment le Suprême Court, extrêmement rapide lui aussi.

Le Taraflex, produit par la société Gerflor, est lui resté en vigueur à Bercy jusqu'en 2007, année de l'arrivée à la tête du tournoi de Jean-François Caujolle, débarqué de Marseille avec deux missions prioritaires en tête : premièrement, «donner un coup de pied dans la fourmilière» d'un tournoi devenu ringard à ses yeux ; deuxièmement, faire revenir Roger Federer, plus revu à Paris depuis 2003.

L'actuel directeur des tournois de Marseille et de Lyon donne pour mission à Jean-François Bachelot, en charge des relations avec les joueurs, d'aller sonder les desiderata du n°1 mondial. «En fait, Federer, comme d'autres, avait peur pour son intégrité physique, se souvient l'ancien joueur français, qui dirige désormais le site de Villeneuve-Loubet de la All in Academy. C'est le moment où on a pris conscience d'une évolution : le tennis moderne nécessite des appuis tellement forts que les joueurs s'étaient mis à glisser même sur dur, chose qu'on ne voyait jamais avant. Avec le Taraflex, ça n'était pas possible car la surface entraînait des «blocages». Roger craignait de se blesser.»

Exit donc le Taraflex, remplacé en 2007 par une résine sous-traitée par Gerflor pendant deux ans à une société autrichienne, avant que GreenSet prenne le relais. La plupart des tournois indoor ont d'ailleurs fait le même changement à peu près à la même période, notamment le plus cher aux yeux de Federer : celui de Bâle. Mais aussi, et surtout, le Masters, victime d'une véritable fronde des joueurs en 2005, à Shanghai. Or, la surface du Masters, soumise depuis bien des années à débat, reste le baromètre principal de celle de tous les autres tournois indoor. Dans un souci d'éthique, l'ATP a fini par se positionner sur une surface plutôt neutre. Et par proscrire définitivement les moquettes à partir de 2009.

A contrario de la volonté de Caujolle qui souhaitait - moquette ou pas – revenir à des conditions de jeu plus favorables aux attaquants (souvenons-nous d'une édition 2010 extrêmement rapide), toujours dans un désir non dissimulé de faire gagner Federer, Bercy a préféré rentrer dans le rang après son départ en 2011, correspondant d'ailleurs à l'année de la victoire du Suisse.

On touche du doigt un autre problème : à une époque où les tournois indoor se sont raréfiés, aucun d'entre eux ne veut être la tête qui dépasse du troupeau. Pourtant, «l'ATP laisse les tournois totalement libres de décider de la vitesse de leur surface, explique l'Autrichien Herwig Straka, directeur du tournoi de Vienne et membre du Board de l'ATP. Moi, ma volonté est d'avoir une surface qui donne sa chance à tous les styles, et qui se rapproche des conditions du Masters. Si vous faites un court trop rapide, aujourd'hui, vous prenez le risque que beaucoup de joueurs ne viennent pas.»

Son discours corrobore l'analyse de Jean-François Caujolle, selon lequel «la raison première du ralentissement et de l'homogénéisation des surfaces, c'est le diktat des joueurs, qui sont tous éduqués sur des surfaces neutres aujourd'hui. Je n'imagine plus un entraîneur dire à un gamin : «maintenant, tu ne vas faire que du service et de la volée», comme c'était le cas aux Etats-Unis à une époque. Et c'est aussi le diktat des promoteurs de tournoi qui, eux, veulent se donner toutes les chances d'avoir les meilleurs joueurs, si possible jusqu'au bout.»

En résumé : la majorité des joueurs aspirent à des conditions de jeu intermédiaires qui correspondent au style prédominant de nos jours. Mais si ce style est prédominant, c'est aussi parce que tous les tournois ont homogénéisé des conditions de jeu intermédiaires. En résumé, c'est le serpent qui se mord la queue.

STANDARDISATION DES PROCÉDÉS DE FABRICATION

Du reste, l'homogénéisation des surfaces indoor vient aussi de leur standardisation. Aujourd'hui, on l'a dit, plus aucun tournoi ATP ne peut se jouer sur moquette (seule la Coupe Davis l'autorise encore). Tous se disputent sur un revêtement similaire : une peinture en résine acrylique posée sur un plancher et chargée en silice, dont la quantité va influer sur la rapidité (en gros, plus il y a de silice, plus c'est lent).

Mais contrairement à ce qu'on pourrait croire, la surface n'est pas faite sur mesure pour chaque tournoi, loin de là. «On pourrait le faire, mais on n'a pas le temps car généralement, lors des tournois indoor, il faut aller très vite pour monter le court, explique ainsi Frédéric Sarda, co-gérant de la société Slamcourt, qui gère notamment les surfaces de l'Open 13 et du Moselle Open. Nous, on a deux produits différents : une résine rapide et une autre un peu plus lente. On met l'une ou l'autre selon la volonté du client. Après, d'autres paramètres interviennent dans la vitesse de la surface, comme la nature et l'état du plancher sur lequel la résine est posée. C'est aussi la raison pour laquelle le ressenti peut évoluer.»

Quoi qu'il en soit, à l'inverse des rencontres de Coupe Davis qui doivent rentrer dans un certain cahier des charges concernant la vitesse de la surface, l'ATP n'exige aucun test particulier avant les tournois. La situation, finalement, s'est figée un peu d'elle-même au fil du temps. Et les télévisions, parfois montrées du doigt, n'en sont pas davantage responsables. Eurosport pas plus que les autres ! «En tant que diffuseur de tennis, je n'ai pas le sentiment que le spectacle soit sorti gagnant du ralentissement des surfaces, estime d'ailleurs Bertrand Milliard, l'un des principaux commentateurs de notre chaîne. Ça partait d'un bon sentiment à la base, mais le fait qu'on soit passé d'une extrême à l'autre a tué la diversité. Le pire, selon moi, c'est Wimbledon, qui est devenu d'une tristesse absolue. Un Bautista Agut-Pella en quart de finale là-bas, j'ai du mal à le concevoir...»

Technologie : Le PDG de Facebook a expliqué comment le concept de metaverse de l'entreprise fonctionnera, et a déclaré que l'entreprise s'appellerait désormais "Meta".

Zuck renomme Facebook en Meta, et en dit plus sur son Metaverse "Horizon"

A l'occasion du huitième événement Connect de Facebook, qui s'est tenu ce jeudi, Mark Zuckerberg a mis en avant les plans de l'entreprise pour sa plateforme de metaverse à un milliard de dollars, qui s'appellera Horizon.
Il a également annoncé que l'entreprise s'appellerait désormais Meta. Pourquoi Meta ? Parce que la société cherche à s'étendre au-delà de la marque Facebook et à englober toutes ses plateformes – Instagram, WhatsApp, Horizon, Messenger et autres, qui sont actuellement regroupées sous la bannière de Facebook.
« Aujourd'hui, notre marque est si étroitement liée à un seul produit qu'elle ne peut pas représenter tout ce que nous faisons, sans parler de ce que nous ferons à l'avenir », regrette Mark Zuckerberg. « Au fil du temps, j'espère que nous serons perçus comme une entreprise metaverse, et je veux ancrer notre travail et notre identité sur ce vers quoi nous nous dirigeons. »

« LE METAVERSE SUCCÉDERA À L'INTERNET MOBILE »

Depuis des mois maintenant, Fabook vante l'idée du metaverse, qui implique un monde virtuel où les gens peuvent jouer, apprendre, faire du sport, partager et même travailler.
Pour Mark Zuckerberg, « le metaverse succédera à l'internet mobile ».
Le PDG a ensuite décrit la plateforme Horizon.
Cette dernière comporte une section "maison", où les utilisateurs peuvent construire leur propre espace domestique virtuel. Mais aussi des salles de travail, personnalisables, qui permettront à des équipes de se réunir à tout moment et de n'importe où.
Il existe également une fonction "mondes", qui permet de se transporter n'importe où virtuellement avec des amis. Le PDG de Facebook a annoncé des plans pour une marketplace Horizon et une économie metaverse plus large, pouvant soutenir une gamme d'expériences par le biais de la réalité augmentée (AR), de la réalité virtuelle (VR), des smartphones et des ordinateurs portables. Il a longuement évoqué les projets de l'entreprise visant à mettre en place une économie



pour les concepteurs qui créent de nouveaux mondes, des objets numériques et autres.

GTA: SAN ANDREAS DISPONIBLE EN VR SUR HORIZON

Le jeu aura également une grande place dans ces plans, avec pour ambition de permettre à n'importe qui de n'importe où de rencontrer virtuellement des amis et de jouer à une gamme de jeux.
Mark Zuckerberg a annoncé que le célèbre jeu Grand Theft Auto:
San Andreas sera un jour disponible en VR.
Horizon sera également utilisé à des fins éducatives, permettant aux enseignants et aux parents de transporter leurs enfants à différentes époques.
Facebook explique que le concept de metaverse peut être utilisé dans presque tous les secteurs, mais note qu'un aspect clé de cette idée est l'interopérabilité, qui permettra à quiconque de transposer ce qu'il a dans Horizon dans d'autres metaverse.

ATTIRER UN PUBLIC PLUS JEUNE

Pour Mark Zuckerberg, « c'est le prochain chapitre de notre travail, et de l'internet en général ».
Le concept de metaverse est largement adopté par d'autres entreprises comme Microsoft, et certaines plateformes de jeux ont déjà expérimenté l'idée. Roblox, Fortnite et d'autres jeux ont organisé des concerts virtuels ces dernières années, illustrant l'intérêt et la viabilité d'un monde entièrement virtuel.
La poussée du metaverse s'intègre dans les plans de Facebook pour attirer un public plus jeune. Lundi dernier, lors d'une conférence téléphonique sur les résultats trimestriels du groupe, Mark Zuckerberg a expliqué qu'il souhaitait que l'entreprise se concentre désormais sur les jeunes utilisateurs, cherchant par la même occasion à détourner la conversation de l'avalanche de mauvaises nouvelles qui a submergé l'entreprise ces dernières semaines.

LES DIRIGEANTS DE FACEBOOK SONT PARFAITEMENT CONSCIENTS DES LACUNES DE LA PLATEFORME

La série "Facebook Files" du Wall Street Journal – ainsi que la masse de documents "Facebook Papers" – a donné lieu à des dizaines d'articles compromettants sur la façon dont la plateforme nuit à ses utilisateurs et aux gouvernements du monde entier.
Les documents révèlent également que les dirigeants de Facebook sont parfaitement conscients des lacunes de la plateforme, mais qu'ils ne sont guère intéressés par les changements qui pourraient affecter les résultats financiers de l'entreprise.
Frances Haugen, ancienne employée de Facebook, a divulgué des milliers de documents à ce sujet. Ces dernières semaines, elle a par ailleurs témoigné devant le Congrès américain et d'autres instances gouvernementales, qualifiant l'entreprise de « moralement en faillite », et considérant que « les choix faits au sein de Facebook » sont « désastreux pour nos enfants, notre vie privée et notre démocratie ».

DES POLITIQUES DE MODÉRATION TRÈS DIFFÉRENTES SELON LES RÉGIONS DU MONDE

Parmi les dizaines d'articles publiés par de nombreux organes de presse, on a notamment appris que Facebook n'avait pas assez agi sur sa plateforme pour éviter la planification de l'attaque du Capitole, aux Etats-Unis, qui a eu lieu le 6 janvier dernier.
Les documents montrent également que Facebook a des politiques de modération très différentes selon les régions du monde, et que Mark Zuckerberg a spécifiquement pris des décisions fondées sur des considérations politiques plutôt que sur l'intérêt supérieur des utilisateurs et du public, comme la censure de messages anti-gouvernementaux au Vietnam et l'opposition à la publication en espagnol d'informations sur les élections aux Etats-Unis.
Le New York Times a rapporté jeudi que Facebook avait demandé à tous ses employés ne plus communiquer pour des raisons juridiques, alors que l'entreprise se prépare à une avalanche d'enquêtes et de poursuites judiciaires.

L'EMPREINTE MONDIALE DE FACEBOOK CONTINUE D'ÊTRE MASSIVE

Malgré les controverses, l'empreinte mondiale de Facebook continue d'être massive.
Le nombre de personnes utilisant sa famille de services a continué de croître au troisième trimestre 2021, et le nombre de personnes actives mensuellement sur au moins un des produits de Facebook – notamment Facebook, Instagram, Messenger et WhatsApp – était de 3,58 milliards en septembre, soit une augmentation de 12 % d'une année sur l'autre.

Anticipant certaines réactions sur le metaverse, Facebook a annoncé le mois dernier un investissement de 50 millions de dollars pour s'assurer que ses projets de metaverse sont « développés de manière responsable ».
Le fonds de recherche et de programmes XR durera deux ans, et impliquera des collaborations avec « des partenaires industriels, des groupes de défense des droits civiques, des gouvernements, des organisations à but non lucratif et des institutions universitaires, afin de déterminer comment construire ces technologies de manière responsable ».
L'université nationale de Séoul, en Corée du Sud, effectuera des recherches sur des projets de metaverse. L'université de Hong Kong, elle, se concentrera sur la sécurité, l'éthique et la conception responsable, tandis que le Centre for Technology, Robotics, Artificial Intelligence & the Law, de la faculté de droit de l'université nationale de Singapour, étudiera la vie privée et l'utilisation des données.
Les fonds serviront également à financer des recherches sur l'histoire de la diversité dans les technologies de l'information, et sur les problèmes potentiels d'accès au metaverse par les équipes de l'université Howard.

Un metaverse ? Non, Meta travaille sur une smartwatch pour aller taquiner l'Apple Watch

Technologie : La montre semble être dotée d'une caméra frontale et d'un bracelet détachable, selon une image trouvée dans une application iOS de Facebook.

A la suite de la conférence annuelle des développeurs Connect de la société anciennement connue sous le nom de Facebook, qui a changé de nom pour devenir Meta, Bloomberg indique que Meta travaille sur une smartwatch avec une caméra frontale, citant un fichier image trouvé dans l'application iOS de Meta, Facebook View, utilisée pour contrôler ses lunettes connectées récemment dévoilées, conçues en partenariat avec Ray-Ban.
Pour Bloomberg, qui couvre régulièrement l'actualité d'Apple, Facebook prévoit de lancer sa toute première smartwatch l'année prochaine, bien que le calendrier ne soit pas fixé.
Bloomberg estime que la montre, d'après l'image, s'apparente à la montre d'Apple



dans son design industriel. Apple prévoit de lancer trois nouvelles montres connectées l'année prochaine, écrit Bloomberg, dont l'Apple Watch Series 8.
Parallèlement au changement de nom, Mark Zuckerberg, cofondateur et PDG de Meta, a discuté de ce qu'il a appelé une place de marché nommée Horizon et d'une économie metaverse plus large qui peut soutenir une gamme d'expériences par le biais de la réalité augmentée, de la réalité virtuelle, des smartphones et des ordinateurs portables. Le fondateur de Facebook a aussi longuement parlé des plans de l'entreprise pour construire une économie pour les concepteurs créant de nouveaux mondes, des objets numériques et plus encore.

En Bref...

HPE continue à miser sur la fourniture de services dans un environnement marqué par la pénurie



TECHNOLOGIE : HPE s'attend à ce que les défis de la chaîne d'approvisionnement restent un problème pendant encore au moins six mois.Alors que HPE clôture l'année fiscale 2021, le géant américain s'attend à ce que les défis de la chaîne d'approvisionnement restent un problème pour au moins six mois supplémentaires, annonçait l'entreprise .« Nous continuons à naviguer à vue, alors que les défis de la chaîne d'approvisionnement à l'échelle de l'industrie se sont aggravés ces derniers temps », explique le directeur financier du groupe Tarek Robbiati. « Avec la pénurie de matériaux et l'augmentation des coûts logistiques, nous pensons qu'il faudra attendre le second semestre de la prochaine année civile pour que les problèmes de la chaîne d'approvisionnement commencent à s'atténuer. »
Dans le même temps, l'entreprise prévoit de terminer l'année fiscale avec des carnets de commandes encore plus élevés qu'au début du quatrième trimestre.
« L'environnement de la demande est également plus fort, avec des commandes fermes au quatrième trimestre dans tous nos segments, ce qui nous donne un grand élan tout au long de l'année fiscale prochaine. »

Un futur as-a-Service
En 2022, HPE prévoit une croissance de son chiffre d'affaires de 3 à 4 %, à taux de change constant, et une croissance du bénéfice d'exploitation non-GAAP d'environ 10 à 15 % en glissement annuel. Elle prévoit un bénéfice net dilué par action non GAAP de 1,96 à 2,10 dollars.
HPE continue de s'orienter vers la fourniture de services.
D'ici l'exercice 2024, ses revenus "as-a-Service" devraient atteindre 2,3 milliards de dollars. Le géant américain s'attend à ce que la croissance des revenus récurrents annuels (ARR) as-a-service s'accélère pour atteindre 35 % à 45 % au cours des trois prochaines années. Au troisième trimestre 2021, HPE a enregistré une croissance de 46 % des commandes as-a-Service. L'entreprise compte environ 1 100 entreprises clientes qui utilisent GreenLake, la plateforme qu'elle a lancée il y a environ quatre ans pour fournir tout as-a-Service. Entre l'exercice 2022 et l'exercice 2024, HPE prévoit désormais un taux de croissance annuel composé de ses revenus de 2 à 4 %. Sa prévision précédente sur trois ans était de 1 % à 3 %.

Apple termine son exercice 2021 sur une note mitigée et s'attend à des semaines difficiles



CHIFFRES : Apple a pointé du doigt la pénurie de puces et leur impact sur les chaînes d'approvisionnement pour justifier sa fin d'exercice compliquée. Le géant américain chiffre à 6 milliards de dollars son manque à gagner suite à la pénurie.Apple a présenté hier des résultats financiers décevant pour le quatrième trimestre de son exercice fiscal. En cause, des ventes d'iPhone pas à la hauteur des attentes sur fond de pénurie mondiale de puces.
Lors de la conférence téléphonique tenue par le géant américain, son PDG Tim Cook a déclaré que le chiffre d'affaires de la société aurait été supérieur de 6 milliards de dollars sans les pénuries de puces et les contraintes de la chaîne d'approvisionnement.
Et ce n'est pas près de s'arranger pour ce dernier, qui estime que les conséquences de la pénurie se feront encore davantage sentir au cours du trimestre prochain.
Le chiffre d'affaires d'Apple pour les trois mois terminés en septembre s'est élevé à 83,4 milliards de dollars, soit un bénéfice net de 1,24 dollar par action. Les analystes tablaient eux sur 85 milliards de dollars de revenus.
A noter que le chiffre d'affaires annuel d'Apple a augmenté de 33 % pour atteindre 366 milliards de dollars.

Avec PowerEdge, l'IT des PME monte en gamme



LA NOUVELLE GÉNÉRATION
PowerEdge arrive. Le serveur numéro un du marché fait un grand pas en avant pour offrir aux TPE/PME des fonctionnalités haut de gamme pour un tarif très abordable. La transformation numérique des entreprises a connu ces derniers mois une accélération sans précédent, et avec elle, une hausse tout aussi considérable des besoins en ressources informatiques.
Bien que le cloud séduise de plus en plus d'organisations, le serveur occupe toujours une place centrale dans les systèmes d'information pour satisfaire les nouvelles attentes des métiers, y compris dans les petites et moyennes entreprises. Les PME saisissent les opportunités du digital pour accélérer leurs processus, moderniser leurs offres ou mettre en place de nouvelles méthodes de travail.
Les nouveaux serveurs Dell EMC PowerEdge lancés cette année accompagnent ces entreprises dans cette montée en gamme numérique avec des plateformes à la fois plus performantes et plus simples.

Les derniers processeurs Xeon au meilleur coût
Baptisés R450 et R550, ces serveurs bi-socket au format rack ambitionnent d'offrir aux PME un accès abordables aux technologies les plus modernes. Ils embarquent donc les nouveaux processeurs Intel Xeon Scalable de 3e génération, ce qui leur permet de prendre en charge jusqu'à 24 cœurs, et pas moins de 16 emplacements DIMM DDR4, pour atteindre un maximum d'1 To de mémoire vive.
De quoi obtenir les performances nécessaires à l'exécution d'une grande diversité de workloads et de répondre aux besoins les plus courants d'entreprises dont les usages ne nécessitent pas de recourir à des accélérateurs GPU ou à une connectivité NVMe.
Les PowerEdge R450 et R550, avec leurs châssis respectifs de 1U et 2U, proposent différentes options de stockage, HDD ou SSD, pour réaliser le mix performance/capacité le plus adapté à l'usage de l'organisation et bénéficier du meilleur ROI possible.

L'IT gérée depuis son smartphone
L'objectif de la transformation numérique est bien évidemment d'apporter des bénéfices business à l'entreprise. Déployer de nouvelles infrastructures ne peut donc pas se traduire par une hausse de la complexité et une augmentation du temps passé à gérer les machines. C'est pourquoi tous les serveurs de la famille PowerEdge, quelle que soit leur gamme, intègre la solution de gestion OpenManage Enterprise.
La console offre une interface simple et unifiée pour monitorer la plateforme et automatiser les opérations comme les mises à jour.
L'application OpenManage Mobile permet même aux personnes en charge de l'administration IT de visualiser l'intégrité de leur système, de configurer le serveur ou de corriger un problème directement depuis leur smartphone. Des innovations qui permettent de transformer l'infrastructure et de faire évoluer les méthodes de management simultanément.

La cyber-résilience native
Plus les processus d'une organisation sont numériques et connectés, plus la surface d'attaque est étendue. D'après les résultats de l'étude Global Data Protection Index, 74 % des entreprises s'accordent par exemple à dire que leur organisation est plus exposée à la perte de données depuis la généralisation du télétravail.
Et les PME ne disposent pas toujours d'une équipe spécifiquement dédiée à la cybersécurité.
La sécurité est donc nativement intégrée aux plateformes PowerEdge grâce à une architecture cyber-résiliente comprenant des capacités de chiffrement, de démarrage sécurisé, de détection d'anomalies sur le BIOS et le firmware, de restauration, ou encore de protection des accès.

La capacité du cloud d'Amazon est 10 fois plus importante que celle de Google, Microsoft ou IBM



Les solutions Cloud sont de plus en plus appréciées, aussi bien par les particuliers que les professionnels qui y trouvent une solution flexible et économique pour leurs infrastructures. Bien que les prestataires de service soient nombreux dans ce domaine et œuvrent continuellement à améliorer la qualité de leurs services, un nom se place largement comme leader du marché : Amazon.

Le plus gros acteur du marché Avec son service appelé Amazon Web Services ou AWS, le géant de la vente en ligne peut se targuer d'occuper la place du plus grand prestataire cloud mondial. Avec ses nombreux data center à travers le monde et un niveau de performance exemplaire, la boite de Jeff Bezos fait même mieux que prendre la première place du marché, elle laisse ses principaux concurrents loin derrière ! Selon l'étude réalisée par l'entreprise Gartner, AWS posséderait une capacité de traitement et de stockage de données dix fois plus importante que celle de ses 14 plus gros concurrents réunis, comprenant entre autres les géants que sont Google, Microsoft ou encore IBM. Si Amazon domine le marché du cloud pour le moment et conserve une large avance, ses plus gros concurrents ne sont tout de même pas en reste et la concurrence est de plus en plus importante.

LE SAVIEZ VOUS

J Indépendant

Il devait exposer pour l'équivalent de plus de 70.000 euros de billets de banque collés sur une toile: un artiste danois a finalement décidé de présenter des cadres vides et de garder la petite fortune pour lui, rebaptisant ses œuvres "prends l'argent et tire-toi".



Un musée lui donne 70.000 euros pour créer une œuvre, il part avec l'argent et rend des cadres vides

Le musée "Kunsten" d'Aalborg, dans l'ouest du Danemark, avait convenu de prêter une forte somme d'argent liquide à Jens Haaning, un artiste danois de 56 ans, pour qu'il puisse reconstituer une de ses anciennes œuvres représentant un an de salaire au Danemark et en Autriche, en coupures danoises et en euros.

Mais "deux jours avant l'ouverture de l'exposition, nous avons reçu un message de Jens nous disant qu'il n'avait pas produit les œuvres sur lesquelles nous nous étions mis d'accord", avec les billets accrochés sur la toile, explique son directeur, Lasse Andersson.

À la place, l'artiste explique qu'il en enverra d'autres "intitulées 'Prends l'argent et tire-toi'", raconte à l'AFP le responsable du musée. À l'ouverture des caisses, les employés ont pu constater que c'était bien ce que le plasticien avait fait: l'argent n'y était pas et les toiles étaient restées blanches.

Passé la stupéfaction, M. Andersson a été pris d'un fou rire et le musée a décidé de présenter les deux œuvres dans le cadre de son exposition sur le travail moderne. "Elles offrent une approche humoristique et amènent à réfléchir sur la manière dont on valorise le travail", justifie le directeur.

Remise en question

L'artiste a lui défendu son geste, selon lui une façon d'affirmer "que nous avons aussi la responsabilité de remettre en question les structures dont nous faisons partie".

"Si ces structures sont complètement déraisonnables, nous devons rompre avec elles", a justifié M. Hanning dans un communiqué de presse.

Pour le moment, M. Andersson a choisi de se concentrer sur la valeur artistique des deux tableaux, tout en reconnaissant qu'il ne désespérait pas de voir un jour ceux qu'il avait commandés.

Mais après le dernier jour de l'exposition, le 16 janvier, ses considérations ne seront plus ni esthétiques ni philosophiques. "Nous prendrons les mesures nécessaires pour que Jens Haaning respecte son contrat et rende l'argent", a-t-il souligné.

Pour son travail,
M. Haaning avait reçu 10.000 couronnes (1.340 euros), auxquels s'ajoutent une prime d'exposition.

McDonald's

"La plus grosse arnaque du siècle": McDonald's critiqué pour son gobelet d'eau vendu 1,70 euro

Polémique. Les clients français de McDonald's ont avalé leurs frites de travers en découvrant le prix de son dernier produit "Eau by McDo", une nouvelle offre d'eau présentée comme une alternative écologique. Comptez 1,70 euro le gobelet de 25 cl d'eau filtrée. "Probablement la plus grosse arnaque du siècle", selon l'un des employés de la chaîne de fast-food. De son côté, le géant tente de balayer les critiques...

Verdir un peu plus son image. Tel est l'objectif visé par McDonald's depuis plusieurs années, et à travers différentes initiatives. Mais la dernière lancée dans les restaurants français de la chaîne ne semble pas convaincre. "Eau by McDo", soit de l'eau filtrée - plate ou pétillante - servie dans un gobelet jetable en carton, est la nouvelle offre proposée par le géant du fast-food. Une alternative écologique aux bouteilles en plastique pour l'enseigne, "probablement la plus grosse arnaque du siècle" pour l'un de ses employés qui témoigne sur Twitter. Et c'est plus précisément le prix de ces gobelets d'eau qui a rapidement suscité la polémique: comptez 1,70 euros pour 25 cl d'eau plate, et 2,30 euros pour le format 40 cl. Rappelons que l'eau est généralement servie gratuitement dans les établissements français. Nombreux sont les internautes à s'insurger sur les réseaux sociaux.

Pour Dan Lert, adjoint à la maire de Paris chargé de la transition écologique et président d'Eau de Paris, "les calculs sont pas bons", comme il l'écrit sur Twitter, ajoutant une comparaison du prix au litre proposé par McDo et celui de l'eau de ville



de la capitale, à 0,003 euro.

Purifiée

France Info et Le Monde ont enquêté afin de déterminer ce qui compose "l'Eau by McDo". Présentée comme de l'eau microfiltrée, elle est en fait de l'eau de la ville récupérée avant d'être passée à travers "un système de purification et microfiltration utilisé par les Chefs", comme l'assure l'enseigne dans un communiqué de presse. McDonald's ajoute que ce filtrage permet d'avoir une eau purifiée à 99,9%. La chaîne explique donc le prix du gobelet d'eau par le "coût de revient supérieur à certaines eaux en bouteille que l'on peut trouver sur le marché" et "l'investissement" nécessaire aux établissements.

Arnaque?

Une belle arnaque ou vraie innovation? "Juridiquement, ce n'est probablement pas une arnaque. Mais c'est fondamentalement abusif. On est bien au-delà du coût de production réel pour McDo. Et cela envoie un mauvais signal parce que ça détourne les clients d'une initiative qui, d'un point de vue écologique, aurait pu être positive", regrette François Carlier, délégué général de l'association nationale des consommateurs et usagers, interrogé par France Info. Cette nouvelle offre devrait cependant être déployée au sein de tous les établissements français de McDonald's.

COP 26 : les acteurs financiers poussés à se désinvestir de toutes les énergies fossiles



Le Climate Finance Day, puis la COP 26 à Glasgow, poussent les acteurs financiers français à prendre de nouveaux engagements sur le desinvestissement dans les energies fossiles, en lien avec les objectifs de l'Accord de Paris.

En octobre 2020, lors du précédent Climate Finance Day (Jour de la finance climatique), les acteurs de la place financière de Paris s'étaient engagés à sortir du financement du charbon.
Le ministre de l'Économie Bruno Le Maire leur avait demandé d'aller plus loin en excluant aussi les hydrocarbures non conventionnels. Un an plus tard, à la veille de la Conférence mondiale du climat (COP 26) à Glasgow, le locataire de Bercy juge que les engagements des acteurs financiers ne sont « pas suffisant(s) » au regard de l'Accord de Paris sur le climat de 2015.
« Les six plus grandes banques françaises se sont engagées à arrêter, dès 2022, le financement des projets d'exploitation de pétrole de schiste, de gaz de schiste, de sables bitumineux. C'est très bien, mais ce n'est pas suffisant », a-t-il déclaré, le 26 octobre, lors de l'édition 2021 du Climate Finance Day à Paris. Bruno Le Maire a appelé les acteurs financiers à s'engager dans une trajectoire
« crédible, transparente avec un calendrier contraignant » afin de réduire « l'intensité carbone de [leurs] investissements en lien avec l'Accord de Paris ».
Il a demandé à l'ancien directeur général d'Amundi, Yves Perrier, de mener une mission pour y parvenir. Le ministre souhaite pouvoir obtenir la définition d'une première trajectoire « d'ici mars prochain pour l'événement Climat européen, dans le cadre de la présidence française du Conseil de l'Union européenne ».

LES NOUVEAUX ENGAGEMENTS CLIMATIQUES DES ACTEURS FINANCIERS

Le premier engagement des banques françaises a concerné l'arrêt du financement des entreprises liées au charbon. « Les derniers chiffres montrent que le financement des entreprises impliquées dans le charbon ne représente plus que 2,1 Md€, soit 0,16 % du portefeuille corporate des grandes banques françaises, à fin 2020 », selon la Fédération bancaire française (FBF). Et après le charbon, les six grandes banques françaises citées par Bruno Le Maire (BNP Paribas, groupe BPCE, Crédit agricole SA, Crédit mutuel, Société générale, La Banque postale) viennent d'annoncer collectivement, qu'elles ne financeront plus, dès janvier 2022, les entreprises « réalisant plus de 30 % d'activité dans les sables bitumineux, le pétrole et le gaz de schiste ».
La Banque postale veut aussi aller plus loin et a annoncé une « sortie totale » des énergies fossiles (pétrole et gaz) à horizon 2030.
La mutuelle d'assurance Maif prévoit également l'arrêt immédiat du financement de nouveaux projets de production de pétrole et de gaz, la sortie totale du pétrole et du gaz non conventionnels d'ici à 2030, et la sortie totale du pétrole conventionnel d'ici à 2040.
De même, l'Ircantec (régime de retraite complémentaire des agents non titulaires de la fonction publique) prévoit notamment d'exclure de son portefeuille les entreprises qui n'adoptent pas de plans de sortie du charbon d'ici à 2030 ou les entreprises qui développent de nouvelles capacités de production d'énergie fossile.
En outre, le Crédit mutuel s'est aussi engagé à stopper « dès maintenant tout financement de nouveau projet d'exploration, de production et d'infrastructures dans le pétrole et le gaz, dans le prolongement de ses précédents engagements pour une sortie du secteur du charbon ».
Par ailleurs, la Fédération française de l'assurance (FFA) « encourage ses membres à définir leurs politiques de dialogue avec les entreprises du secteur des combustibles fossiles, incluant des calendriers d'arrêt de financement des entreprises qui ne renonceraient pas à leurs nouveaux projets de production des énergies fossiles non conventionnelles ».

SORTIE DU PÉTROLE ET DU GAZ : LES ONG POINTENT DES ENGAGEMENTS « DÉRISOIRES »

« La plupart des groupes bancaires et d'assurance ont pris des engagements (climatiques) relatifs aux énergies fossiles non conventionnelles, mais assez peu sur le pétrole et le gaz », a expliqué, au journal Les Echos, Laurent Clerc, directeur d'étude et d'analyse des risques à l'Autorité de contrôle prudentiel et de régulation (ACPR).
Le 26 octobre, l'ACPR et l'Autorité des marchés financiers (AMF) ont publié leur deuxième rapport de suivi des engagements climatiques des acteurs de la Place de Paris. Les Autorités encouragent ces derniers à « mettre rapidement en place des politiques robustes, transparentes et comparables portant sur toutes les énergies fossiles ».
Ces politiques « devraient s'inspirer des leçons et des travaux menés pour le charbon, et prendre en compte les projections disponibles et les évolutions attendues en termes de niveau et de nature d'investissement dans les secteurs concernés pour pouvoir atteindre les objectifs de l'Accord de Paris ».
Les ONG Reclaim Finance et les Amis de la Terre France appellent les banques et assureurs français à se désinvestir de toutes les énergies fossiles. « Nous voyons déjà le grand écart se former dans le monde de la finance. D'un côté, de petits établissements financiers qui montrent la voie en suivant la position de l'Agence internationale de l'énergie : la fin immédiate du développement des hydrocarbures. C'est le cas de La Banque postale, qui a publié une politique ambitieuse de sortie totale des pétrole et gaz à l'horizon 2030, commentent les Amis de la Terre. De l'autre côté, un refus d'agir, voire un déni des grands groupes bancaires français, comme le montre l'engagement dérisoire (des six grandes banques) annoncé par la Fédération bancaire française. »
Selon Reclaim Finance, Bruno Le Maire « a fait l'impasse sur les stratégies de sortie des hydrocarbures non conventionnels demandées aux acteurs financiers en octobre 2020. Le ministre s'est contenté d'encourager les acteurs financiers à réduire leur intensité carbone, une mesure qui ne mettra pas fin aux soutiens à l'expansion pétro-gazière incompatible avec l'Accord de
Paris », regrette l'association.
Les ONG ont aussi appelé le géant de l'assurance Axa à cesser le soutien à tout nouveau projet pétrolier et gazier. « Bonne nouvelle, Axa met fin à une partie de ses soutiens aux hydrocarbures non conventionnels. Cependant, en s'autorisant à assurer encore 56 % des projets d'expansion pétrolière et gazière, Axa compromet son propre engagement à atteindre la neutralité carbone et continue de mettre de l'huile sur le feu au lieu de l'éteindre », estime Lucie Pinson, directrice générale de Reclaim Finance. Axa est le chef de file de l'initiative « Net Zero Insurance Alliance », une alliance d'assureurs engagés à atteindre la neutralité carbone, qui se réunira à la COP 26.



Paracétamol, anti- inflammatoire, codéine, tramadol... Les médicaments antalgiques sont utilisés pour diminuer, voire stopper, une douleur.

Antalgique : dans quels cas utiliser cet antidouleur ?

S'il est possible de s'en procurer sans ordonnance, attention à l'automédication, car ils peuvent provoquer des effets secondaires indésirables.

Définition
L'action antalgique se définit par tout procédé ayant pour principe d'activité la diminution de la douleur. Il peut s'agir non seulement d'un médicament, mais aussi de toutes autres méthodes visant à obtenir l'analgésie, c'est-à-dire l'abolition de la sensation de douleur.

Les paliers
Pour les médicaments antalgiques à proprement parler, leur utilisation s'effectue selon trois paliers de prescription en fonction de l'intensité de la douleur :

Antalgique palier 1
Les antalgiques périphériques pour les douleurs légères à moyennes : antalgiques non opiacés dominés par le paracétamol et l'aspirine – ibuprofène, un anti-inflammatoire non stéroïdien est inclus dans cette classe.

Ibuprofène : indications, posologie, effets secondaires
L'ibuprofène est un anti-inflammatoire non stéroïdien (AINS) qui permet de lutter contre la douleur et de faire baisser la fièvre. Dans quels médicaments le trouver ? Quelle est la posologie à respecter ? Quels sont les risques d'un surdosage ? Les effets secondaires ? Réponses avec le Dr Patrick Aubé, médecin généraliste.

Antalgique palier 2
Les antalgiques centraux faibles pour les douleurs moyennes à intenses : antalgiques opiacés comme la codéine ou le tramadol.

Antalgique palier 3
Les antalgiques centraux forts pour les douleurs très intenses voire rebelles : antalgiques opioïdes dont la morphine fait partie.

Morphine : dosage, effets, drogue ou pas ?
La morphine est un opioïde, c'est-à-dire un dérivé de l'opium. Elle est classée comme stupéfiant et son utilisation est très réglementée. Cependant elle reste un médicament prescrit sur ordonnance dans une indication médicale, le plus souvent en cas de douleur chronique.

Prescription
Les antalgiques du palier 1 se trouvent très facilement en pharmacie en vente libre (sans ordonnance). Mais ils peuvent aussi être prescrits par votre médecin traitant, qui après consultation, vous conseillera celui qui est le mieux adapté à votre cas (et à votre douleur).
Les antalgiques de paliers 2 et 3 nécessitent une ordonnance et ne peuvent être prescrits que sur avis médical.
Tous les antalgiques sont remboursés par l'Assurance Maladie lorsqu'ils sont prescrits par un médecin.

Indications
Les antalgiques de niveau 1 agissent principalement au niveau central et périphérique. Ils sont indiqués pour les douleurs légères à modérées. Sans pathologie chronique, ils peuvent être pris de manière ponctuelle par l'adulte et l'enfant pour stopper des douleurs très brèves dont la cause est clairement identifiée : brûlure légère, petite blessure, coup de soleil léger, mal de tête ou mal de dos habituels, etc. L'automédication par de ce type d'antalgique doit privilégier la prise de paracétamol, qui peut être consommé même pendant la grossesse ou l'allaitement. " Chez l'enfant, les posologies quotidiennes doivent être adaptées au poids et chez l'adulte il ne faut passer 3 grammes par jour ", précise le Pr Hervé Lévesque, spécialiste en médecine interne et membre de la Société Nationale Française de Médecine Interne (SNFMI).
Les antalgiques de niveau 2 agissent pour la plupart au niveau central (la moelle épinière notamment).
Ils peuvent traiter des douleurs modérées à intenses.
Ils sont formellement interdits chez l'enfant.
Les antalgiques de niveau 3 agissent au niveau du cerveau et traitent des douleurs intenses ou des douleurs rebelles aux antalgiques de niveaux 1 et 2. Du fait de leurs effets indésirables potentiels, les antalgiques les plus puissants ne sont utilisés qu'en cas de douleurs d'emblée sévères ou résistantes aux antalgiques usuels. En effet, les morphiniques agissant sur le système nerveux central sont les plus puissants, mais également sources d'effets secondaires qu'il faudra prévenir. "Leur prescription devra s'accompagner d'une évaluation de la douleur avant et après introduction (échelle analogique d'évaluation régulière de la douleur par exemple)", continue le Pr Hervé Lévesque, qui ajoute : "Si le traitement de la douleur est indispensable, il importe de préciser rapidement la cause du syndrome algique afin de ne pas retarder le traitement spécifique de la maladie à l'origine des symptômes. Parfois, notamment en cas de douleurs chroniques, le recours à un centre anti-douleur peut être nécessaire où une approche pluriprofessionnelle pourra être envisagée."
Mode d'administration
Les médicaments antalgiques peuvent être administrés par voie orale, par voie rectale, par application locale ou par injection selon le type et l'intensité des douleurs.

Effets secondaires et contre-indications
S'il est possible de prendre un antalgique de niveau 1 sans avis médical (auto-médication), des effets secondaires peuvent toutefois survenir. Les plus fréquents sont d'ordre gastrique (notamment avec l'aspirine), mais d'autres troubles peuvent survenir en cas de surdosage (comme des atteintes hépatiques en cas de surdosage en paracétamol). Dans ce cas, il vous faut en informer votre médecin ou votre pharmacien.

Quels sont les dangers du Doliprane ?
Le Doliprane est un médicament à base de paracétamol indiqué en cas de douleur (maux de tête, courbatures, douleurs dentaires...) et de fièvre. Délivré avec ou sans ordonnance, il peut s'avérer dangereux... Rappel des précautions à prendre.
En cas de grossesse, mais aussi si vous souffrez de troubles ou d'antécédents gastriques ou de maladies chroniques comme l'asthme, il est vivement recommandé de consulter avant de prendre un cachet. "Chez l'enfant, l'élément fondamental est la cause de la douleur et l'expression de cette dernière qui peut ne pas être verbalisée", ajoute le Pr Hervé Lévesque.

Gare à l'automédication
Par ailleurs, le recours à l'automédication peut poser problème si aucun diagnostic n'a été porté. Lorsque la douleur est violente, inattendue et survient de façon brutale, mieux vaut en premier lieu consulter son médecin traitant qui évaluera la douleur pour prescrire l'antalgique qui convient. De même lorsqu'il s'agit d'une douleur récidivante sans cause apparente ou lorsque la douleur s'accompagne d'autres signes comme un malaise général, une fièvre élevée, un œdème inhabituel de la zone douloureuse, une diminution de la force dans un membre, etc.

Précautions à prendre avec les antalgiques
Que ce soit en automédication ou dans le cadre d'un traitement prescrit par un médecin, il est recommandé de lire la notice du médicament pour demander conseil à votre médecin traitant ou votre pharmacien en cas de doute ;

respecter les doses et les moments de prises ; respecter la durée du traitement sans l'interrompre ;
n'augmenter jamais les doses au-delà de la prescription ou au-delà des indications notifiées dans la notice ;
ne changer pas d'antalgique ; signaler tout autre traitement en cours à votre médecin traitant ou à votre pharmacien ;
n'utiliser pas en automédication ou pour quelqu'un d'autre, un antalgique qui vous a été prescrit par le médecin pour une situation précise.

HORAIRES DES PRIÈRES

ANNABA					CONSTANTINE					ALGER					OUARGLA					CHLEF					MOSTAGANEM					ORAN				
Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha	Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha	Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha	Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha	Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha	Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha	Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha
05:19	12:13	15:08	17:31	18:56	05:23	12:17	15:13	17:36	19:01	05:37	12:31	15:28	17:51	19:15	05:26	12:22	15:25	17:48	19:08	05:44	12:38	15:35	17:57	19:22	05:49	12:43	15:40	18:03	19:27	05:52	12:46	15:44	18:06	19:30

LE JEUNE INDÉPENDANT

N° 7131 – MARDI 2 NOVEMBRE 2021

www.jeune-independant.net direction@jeune-independant.net

Météo

	Maximales	Minimales
Alger	23°	18°
Oran	24°	19°
Constantine	24°	13°
Ouargla	30°	19°

LA JUSTICE TRANCHE CONTRE SOTRAZ, FILIALE DE SONATRACH

9 MILLIONS DE DINARS PERDUS POUR UNE MARCHANDISE FANTÔME

La Société de transport d'Arzew (Sotraz), filiale du groupe Sonatrach, a été contrainte par la justice à payer un total de 9.2 millions de dinars en contrepartie d'une marchandise qu'elle n'a jamais réceptionnée, selon le jugement rendu récemment en première instance par le tribunal d'Arzew et dont le Jeune Indépendant *détient une copie.*

Cette invraisemblable affaire a été rendue possible par l'incompréhensible attitude du Président directeur général (P-DG) de l'entreprise, Arar Abdallah, saisi, auparavant, par des cadres de l'entreprise pour éviter ce désastre financier mais qui n'a finalement pas bougé le petit doigt.

Cette somme faramineuse est censée finir dans le compte en banque du fournisseur Hakoum Mohamed Amine pour le paiement de pièces de rechanges jamais réceptionnées.

Sotraz avait effectué une commande de pièces de rechange auprès de ce fournisseur qui l'a livrée mais n'a pas atterri dans les stocks de l'entreprise. Lorsque le fournisseur a réclamé son paiement, avec documents à l'appui, et constatant que Sotraz refusait de le faire, il s'est alors tourné vers la justice qui l'a rétabli dans ses droits.

Coincée, la direction générale se retrouve embourbée même si elle tente de sauver la face en faisant appel voire suspendre l'exécution du jugement. Elle a été déboutée, selon le jugement rendu par le tribunal d'Arzew en date du 15 août 2021.

Auparavant, le PDG n'a pas cherché à tirer au clair cette affaire pour savoir qui a fait la commande au nom de Sotraz et où est parti la marchandise, et ce malgré les demandes répétées des juristes de porter plainte. Mais, par omission involontaire ou par négligence, il n'a pas saisi la justice suscitant des interrogations parmi les cadres de l'entreprise.

«C'est une cause perdue car elle est indéfendable», estime un responsable au sein de l'administration chargé du dossier, précisant que la passivité du PDG a donné l'occasion au fournisseur Hakoum d'obtenir gain de cause auprès de la justice.

En dépit des demandes par écrit des juristes et l'avocat de l'entreprise de déposer plainte dans cette affaire, Arar a fait «la sourde oreille» laissant ce fournisseur «piller» l'entreprise, a affirmé pour sa part Mourad Bendaha, Secrétaire général de la section syndicale de Sotraz, assurant que Sotraz n'a pas reçu les pièces de rechange. Les agissements du p-dg prouvent sa volonté de provoquer une paralysie des moyens de transport et baliser la voie aux opérateurs privés, a-t-il jugé.

Néanmoins, Arar s'est empressé de chercher un bouc émissaire pour lui faire endosser cette affaire qui saigne les caisses d'une filiale d'ores et déjà sous perfusion grâce aux opérations de sauvetage du holding, ont affirmé plusieurs cadres et syndicalistes interrogés par le Jeune Indépendant.

Ce nième impair donne à penser aux employés que la direction générale navigue à vue, accablant des cadres de l'entreprise, des syndicalistes et des membres du conseil d'administration. Ces derniers ont adressé des rapports à la direction générale de Sonatrach, démontrant les entorses graves et multiples dans la gestion de Sotraz.

«Le PDG Arar poursuit paisiblement sa politique de démolition de l'une des filiales de Sonatrach», s'indigne un cadre de l'entreprise, préférant garder l'anonymat de crainte des représailles que réserve Arar à tous ceux qui tentent de contrarier ses plans.

«Plusieurs chauffeurs ont été recrutés parce qu'ils sont proches de personnes externes sur lesquelles Arar s'appuient pour tourner des situations à son avantage», a-t-il ajouté, exhortant le conseil d'administration de la direction générale de s'intéresser de près à ces recrutements et à qui ont-ils profité au moment où des chauffeurs licenciés abusivement et ayant obtenu gain de cause auprès de la justice n'ont pas été réintégrés. " Le taghenant (obstination) suicidaire d'Arar est un syndrome de la gabegie dans laquelle se noie Sotraz ", a répété pour sa part M. Bendaha.

Les pertes de Sotraz causées par la gestion d'Arar ne s'arrêtent pas à ces affaires.

Un montant de 17 millions de dinars a été versé aux employés licenciés abusivement par Arar, auquel s'ajoutent les frais de justice, et les honoraires d'un avocat non conventionné avec Sonatrach, issu d'El-Harrach quartier natal du PDG à Alger, engagé avec prise en charge de son transport et de son hébergement dans un hôtel à Oran.

Mohamed Mecelti

نسخة عادية

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

باسم الشعب الجزائري

أمر استعجالي

مجلس قضاء: وهران
محكمة: أرزيو
القسم: الاستعجالي
استعجالي

رقم الجدول: 21/01576
رقم الفهرس: 21/01623
تاريخ الأمر: 21/08/15
مبلغ الرسم/ 1500 دج

بالجلسة العلنية المنعقدة بمقر محكمة أرزيو
بتاريخ: الخامس عشر من شهر أوت سنة ألفين وواحد و عشرون
برئاسة السيد (ة): طواهير عبدالله رئيس المحكمة
و بمساعدة السيد (ة): شويرف جواد أمين ضبط

صدر الأمر الآتي بيانه

بين السيد (ة):

بين /
شركة ذات اسهم سوتراز SOTRAZ ، ممثلة من طرف رئيس المدير العام

وبين /
حكوم محمد الأمين
المحضر القضائي غالم أحمد

1)شركة ذات اسهم سوتراز SOTRAZ ، ممثلة من طرف رئيس المدير العام — مدعي — حاضر
العنوان : المنطقة الصناعية ارزيو ، طريق عين البية المحقن ص ب عين البية
المباشر للخصام بواسطة الأستاذ (ة): بلواضح محمد أرزقي

ضد /

1)حكوم محمد الأمين — مدعي عليه — حاضر
العنوان : تجزئة 100 قطعة النجمة رقم 49 سيدي الشحمي وهران

EDUCATION

Le Cnapeste maintient sa grève de deux jours

LE RETOUR aux classes aujourd'hui, après le congé pédagogique décidé par la tutelle, devra être marqué par le mouvement de protestation annoncé par le Conseil national autonome du personnel enseignant du secteur de l'éducation (Cnapeste), qui maintient sa grève cyclique de deux jours par semaine, et ce à partir d'aujourd'hui.

Le Cnapeste, qui avait annoncé la semaine dernière, une grève cyclique de deux jours, campe sur ses positions et appelle ses adhérents à débrayer mardi et mercredi. A l'issue du conseil national ordinaire du syndicat, tenu les 15 et 16 octobre à Boumerdès, le Cnapeste a décidé de recourir au mouvement de grève deux jours par semaine, et ce à partir de la première semaine du mois de novembre.

D'autres syndicats, à l'instar de l'UNPEF et du SNTE, lui ont emboîté le pas en annonçant des mouvements de grève dont les dates n'ont pas encore été définies. Un nouvel épisode de protestation est en effet sur le point d'être déclenché.

Pour sa part, le ministre de l'Education nationale, Abdelhakim Belabed, a entamé des réunions bilatérales dans le but d'apaiser les esprits et de désamorcer la crise qui risque de perturber son secteur. Le débat des rencontres s'est déroulé autour du statut particulier, dont la commission de révision a été installée lundi dernier. Si le ministère de l'Education préfère se focaliser sur la question du statut particulier de l'enseignant, les syndicats, eux, insistent sur la nécessité d'améliorer le pouvoir d'achat des travailleurs ainsi que d'apporter des solutions concrètes à tous les problèmes des enseignants.

Le secrétaire général du Cnapeste a indiqué, à l'issue de la rencontre avec le ministère, que la grève de deux jours par semaine sera maintenue jusqu'à satisfaction de leurs revendications.

La formation syndicale a, en effet, appelé ses adhérents à observer le mouvement de grève tous les mardis et mercredis. Ce mouvement de grève sera accompagné d'autres actions d'ordre organisationnel. Le premier jour de grève, les enseignants sont appelés à tenir des assemblées générales alors que le second, ils tiendront les conseils de wilaya en prévision de la tenue d'un conseil national prévu pour jeudi et vendredi prochains.

Le deuxième jour sera ainsi consacré au débat autour du contenu du procès-verbal de la réunion qui a regroupé les membres du syndicat et les représentants du ministère de l'Education. Ce fameux procès-verbal contient aussi bien les revendications du syndicat que les réponses apportées par la tutelle.

Le Cnapeste, qui fait un constat amer sur la situation du secteur en général et des enseignants en particulier, déplore la baisse du pouvoir d'achat des enseignants en raison de la hausse des prix et de la stagnation des salaires, lesquels n'ont pas évolué depuis 2010, date de la dernière révision du régime indemnitaire des fonctionnaires de l'éducation. Concernant les autres revendications du syndicat, elles portent sur l'accès au logement, sur le dossier de la retraite et celui des œuvres sociales mais également sur celui de la médecine de travail et la prime de zone. Egalement évoquées, la levée des entraves à l'exercice syndical, la réduction du volume horaire et les tâches non pédagogiques des enseignants du cycle primaire.

Les représentants du ministère de l'Education ont estimé que la question du pouvoir d'achat était déjà prise en charge par le gouvernement. En ce qui concerne l'accès au logement, il a été demandé au syndicat d'élaborer des propositions qui seront étudiées par le ministère de l'Habitat. Le dossier de la retraite, estime la tutelle, est commun à tous les secteurs alors qu'en ce qui concerne la révision du volume horaires, due aux plans exceptionnels, le syndicat est appelé à faire part des établissements où la pression est trop grande pour tenter d'y apporter des solutions.

Lynda Louifi